



SOMMAIRE

Point 124 de l'ordre du jour :	Page
La situation au Moyen-Orient (suite)	1153

Président : M. Gaston THORN
(Luxembourg).

*En l'absence du Président, M. Ålgård (Norvège),
vice-président, prend la présidence.*

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation au Moyen-Orient (suite)

1. M. ALARCÓN (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Depuis déjà un certain nombre d'années, l'Assemblée générale a été amenée à se pencher d'une façon ou d'une autre sur la situation au Moyen-Orient. En fait, depuis 28 ans déjà et du fait de décisions prises par cette assemblée, notre organisation a été contrainte de poursuivre les débats portant sur les événements se déroulant dans cette région et qui n'ont cessé de susciter des sentiments de préoccupation dans le monde puisqu'il s'agit d'une situation qui est au cœur de conflits et de tensions internationales.

2. Cette année, une fois de plus, nous avons donc repris le débat de fond sur les problèmes qui affectent cette région du monde. Par conséquent, il nous appartient de faire connaître à nouveau notre attitude fondamentale à l'égard de la solution à rechercher au problème qui affecte les peuples du Moyen-Orient. Nous avons exposé notre position à bien des reprises et, par conséquent, il nous semble qu'en ce moment tout ce que l'on attend de nous, c'est de rappeler les éléments les plus importants de notre position.

3. Mon pays a toujours affirmé que toute solution au problème du Moyen-Orient exige, en tant qu'élément indispensable, le respect de deux principes fondamentaux : d'abord, le principe de la non-acceptation de l'occupation des territoires par la force et, par conséquent, la nécessité d'exiger le retrait immédiat et inconditionnel des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés par Israël à la suite de la guerre du mois de juin 1967. D'autre part, il est essentiel de reconnaître les droits nationaux du peuple arabe de Palestine. En effet, le non-respect de ces droits est au cœur même du conflit du Moyen-Orient. En conformité avec ce principe et du fait de cette position de principe, ma délégation participe à ce débat et a l'intention de se prononcer sur les décisions que nous devons prendre à la suite de celui-ci.

4. Nous pensons que l'Assemblée générale et la communauté internationale ont plus clairement que

jamais défini les principes directeurs qu'il convient de respecter si nous voulons trouver une solution au problème du Moyen-Orient. Les pays membres du Mouvement des pays non alignés ont très clairement, et de la façon la plus catégorique qui soit, fait connaître à nouveau leurs points de vue à ce sujet. Ils l'ont fait plus particulièrement au cours de la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en 1973, et, plus récemment encore, à la Conférence de ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Lima au mois d'août de cette année. Nous pensons, en conformité avec ces critères établis par le Mouvement des pays non alignés, que ces pays doivent agir au sein de cette assemblée et présenter, comme ils le feront sans doute sous peu, un projet de résolution. Nous espérons que ce projet de résolution bénéficiera de l'appui de la majorité des Membres de cette organisation. Ma délégation estime que, dans ce texte, il convient de réaffirmer clairement le principe du rejet de l'acquisition des territoires par la force. Il faut que cette acquisition soit définie dans le texte comme un acte inadmissible et que l'on exige le retour de ces territoires aux pays auxquels ils ont été arrachés.

5. D'autre part, il faut que l'Assemblée générale condamne l'occupation obstinée par Israël des territoires arabes comme une violation de la Charte des Nations Unies, des principes du droit international et des nombreuses résolutions des Nations Unies consacrées à ce sujet. L'Assemblée générale devrait aussi exprimer sa condamnation de l'attitude de certains Etats qui fournissent à Israël des moyens militaires et économiques, y compris des armes extrêmement modernes et des moyens de destruction massive qui encouragent Israël à s'obstiner dans sa politique d'agression et d'occupation des territoires arabes. L'Assemblée devrait demander à tous les Etats de renoncer à fournir à cet Etat agresseur toute forme d'assistance qui pourrait être utilisée pour violer ou ignorer les résolutions des Nations Unies. Nous pensons que l'Assemblée générale devrait prier le Conseil de sécurité, conformément aux responsabilités qui découlent de la Charte, d'envisager l'adoption de mesures nécessaires pour permettre la mise en œuvre rapide des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil, dans le cadre d'une solution du problème du Moyen-Orient, et cela pour parvenir à l'établissement d'une paix juste et durable dans cette région. Il faut que cette paix prenne en considération les droits et les aspirations du peuple arabe de Palestine tels qu'ils sont exprimés par l'Organisation de libération de la Palestine [OLP] ou par l'entremise de cette organisation. Il faut que cette organisation puisse participer sur un pied d'égalité à tout examen ultérieur de ce problème, en conformité avec les décisions prises par l'Assemblée générale à la dernière session et à la session actuelle.

6. Nous pensons qu'une telle mesure prise par l'Assemblée générale devrait nous permettre de nous rapprocher d'une solution de ce problème auquel se heurte le monde entier. Cette façon de procéder permettrait aux Nations Unies de s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la situation qui règne dans cette région du monde.

7. Il faut que notre organisation agisse avec fermeté, de façon résolue. Cela, d'ailleurs, est confirmé par l'évolution de la situation dans cette région. Le Moyen-Orient, pendant des décennies, a été une source de conflits; il a constitué une menace constante à la paix et à la sécurité internationale. Notre organisation devrait consacrer la plus grande attention à l'examen de ce problème. Il faut qu'elle déploie tous les efforts possibles pour trouver une solution compatible avec les principes de la Charte et le nombre considérable de résolutions que nous avons déjà adoptées.

8. Ma délégation compte qu'au cours de la présente session nous pourrions adopter des décisions de nature à favoriser une paix authentique et durable au Moyen-Orient, une paix qui résoudra comme il convient les problèmes qui se posent à tous les peuples de la région, une paix, surtout, qui règlera de façon valable les problèmes des pays arabes dont les territoires sont actuellement occupés par des troupes étrangères — et je songe particulièrement aux droits et aux intérêts nationaux du peuple palestinien, droits et intérêts foulés au pied et méconnus sur le plan international pendant si longtemps.

9. M. JAMAL (Qatar) [*interprétation de l'arabe*] : Depuis 25 ans qu'existe l'Etat d'Israël et plus de 8 ans que s'est produite l'agression de juin 1967, nous ne pouvons garder l'ombre d'un doute quant à la nature agressive de l'entité sioniste en Palestine ou quant à la responsabilité entière d'Israël pour l'aggravation de la situation au Moyen-Orient, qui est avant tout le résultat de l'attitude belliqueuse qui caractérise le groupe dirigeant d'Israël et ses actes de 1948 jusqu'à nos jours. Tous les mouvements de libération et tous les peuples épris de paix du monde sont maintenant pleinement convaincus de l'agressivité de l'Etat sioniste et de son attitude antipacifique. Année après année, les Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organes condamnent Israël, et le mot "sionisme" est synonyme maintenant, avant tout, d'agression et de menace à la paix. L'histoire de l'Etat sioniste aux Nations Unies foisonne de condamnations, de blâmes et de menaces d'adoption de sanctions.

10. La tendance agressive israélienne n'est pas un vain mot. Il est indispensable que, dès le début, j'affirme que ce que je veux faire ici, c'est mettre en lumière la nature agressive d'Israël, sa nature belliqueuse, et le prouver en exposant la vérité sur la crise du Moyen-Orient.

11. L'entité sioniste en Palestine est l'obstacle principal et fondamental à la paix au Moyen-Orient et la crise continue qui existe au Moyen-Orient découle principalement de la présence de cette entité et de sa nature agressive. Israël a été créé sur les ruines d'une petite population, la population arabe de Palestine, et sa création a été mise au point par les forces colonialistes, dans la première partie de ce siècle. La création d'Israël a conduit à l'expulsion et à la dispersion d'un millions de Palestiniens, chassés de leurs foyers, qui, un quart de siècle plus tard, vivent encore dans la

misère et l'exil alors que les autorités israéliennes continuent à expulser un nombre toujours plus grand d'Arabes palestiniens. Israël a refusé de permettre le retour des réfugiés chez eux, bien que les Nations Unies aient adopté de nombreuses résolutions stipulant qu'il était nécessaire que les réfugiés rentrent dans leurs foyers.

12. L'injustice subie par les Palestiniens en 1948 s'est accrue et multipliée en 1967 et l'ensemble de la Palestine est tombé sous le joug des envahisseurs sionistes. Le peuple arabe a été divisé en deux parties, l'une plus misérable que l'autre. L'une de ces parties vit sous l'occupation israélienne, alors que l'autre est dispersée dans les Etats arabes et dans d'autres pays du monde. Tout homme qui possède un peu de logique ne peut que poser la question suivante : peut-il y avoir une paix quelconque avant que cette situation anormale ait trouvé remède ?

13. La création d'Israël a été le point de départ d'une longue lutte qui a obligé tous les pays de la région à se lancer dans une course aux armements qui est destructrice pour leurs économies nationales et qui gêne leur développement social. Quant à Israël, ses liens avec les forces impérialistes lui ont assuré un flot constant d'aide — militaire, économique et financière.

14. En ce qui concerne les Etats arabes, ils ont été obligés de consacrer de larges sommes pour défendre leurs terres, des sommes qui ont parfois égalé les trois quarts des budgets nationaux de certains Etats les plus proches d'Israël, comme la Syrie et l'Egypte. Il est clair que de telles dépenses signifient que les peuples de ces pays ont été privés de programmes de développement et de services publics généraux.

15. Dans cette atmosphère tendue, qui a été exacerbée par de nouveaux actes d'agression israélienne ouverte contre les Etats arabes et les injections constantes de nouvelles agressions, il ne saurait y avoir de paix véritable, car la paix véritable ne peut être construite en fermant les yeux sur l'injustice, la soumission et le fait accompli.

16. Il semble donc juste de reconnaître que l'entité sioniste au cœur de la Palestine est la source de tous les événements regrettables qui se déroulent au Moyen-Orient depuis 27 ans et que l'obstacle fondamental à l'obtention de la paix dans cette région névralgique du monde est l'entité sioniste dont l'apparition, en 1948, a marqué le début d'une chaîne de tragédies, de souffrances, de troubles et de chocs et il serait difficile à chaque observateur que ce soit de prédire la fin.

17. La position négative d'Israël en matière de paix n'est ni soudaine ni inhabituelle dans le cadre de sa politique. Elle est caractéristique de son idéologie et de sa structure sionistes et de ses liens avec les forces colonialistes et impérialistes. Cela veut dire que le danger que représente Israël pour la paix n'est pas seulement actuel, mais constant. En fait, le pire élément de la menace sioniste à la paix est sa constance, sa continuité, le fait qu'elle ne découle pas de circonstances historiques fortuites ou d'une évolution sociale de la vie d'une nation, comme ce fut le cas pour nombre d'événements historiques qui portaient en eux une menace à la paix. Par conséquent, demander aux Arabes de prendre pour point de départ de quelque solution pacifique ce qu'ont fait les Israéliens, leur expansion jusqu'à aujourd'hui même, comme un fait accom-

pli, manque de réalisme et est inacceptable, car cela veut dire qu'il faut ignorer le danger perpétuel qui émane de l'entité sioniste en raison de son idéologie, de sa politique générale et de ses intérêts pratiques.

18. Il suffirait d'un examen de ces différents éléments pour se convaincre que l'entité sioniste et la paix locale, régionale et internationale, sont diamétralement opposées. Israël n'est pas un Etat traditionnel. Il ne s'est pas développé peu à peu à l'intérieur de frontières connues. Il est né comme l'incarnation d'une action politique et idéologique, et reflète donc complètement cette action. Le groupe au pouvoir en Israël insiste sur le caractère sioniste d'Israël et rejette tout autre concept. Cette question est d'importance vitale pour quiconque réfléchit, parce que ce serait lui demander d'envisager Israël sous un angle différent de celui utilisé pour tout autre Etat du monde, d'y voir un pays dont on ne peut exiger aucun des facteurs sociaux ou politiques que l'on trouve dans les sociétés normales.

19. Voici comment Ben Gourion, le bâtisseur de l'Etat sioniste, explique le danger du rapport israélo-sioniste; je vais donner lecture d'un extrait du *Jewish Agency Digest* du 24 août 1951, Vol. III, n° 49, page 1890. Il est rédigé en ces termes :

“Israël n'est pas un Etat réservé à ses seuls ressortissants. Israël est pour le peuple juif tout entier et pour chaque juif, où qu'il se trouve, qui souhaite vivre dans sa patrie et préfère l'indépendance d'Israël à une vie en exil.”

20. Si nous partons de cette définition que donne Ben Gourion de l'Etat d'Israël, on peut déduire que, selon l'idéologie sioniste qui règne en Israël, toute la région qui s'étend du Nil à l'Euphrate est la terre d'Israël, et que ce qu'a réalisé Israël jusqu'à présent, par l'invasion, n'est que le petit Israël, que les territoires occupés n'atteignent pas encore les frontières de ce petit Israël car, d'après les plans sionistes, il manque encore le sud du Liban, les sources du Jourdain, les collines orientales qui longent le Jourdain et la région de Horan en Syrie. On trouve cette définition plus d'une fois dans les publications sionistes. En juin 1918, le journal juif *Palestine* a publié un article détaillé, intitulé “Les frontières de la Palestine et de sa région”, écrit par David Ben Gourion, le premier Premier Ministre d'Israël, et Yitzhak Ben-Zvi, le deuxième chef d'Etat d'Israël; dans cet article, il est dit ceci :

“La Palestine a pour frontière à l'ouest la Méditerranée; au nord, elle a les montagnes du Liban; à l'est, elle a le désert de Syrie; et au Sud, elle a la péninsule du Sinaï. Telles sont les frontières de la Palestine selon leur tracé naturel.”

21. Après cette définition, les deux auteurs définissent les zones qui, à leur avis, sont couvertes par le mot “Palestine” :

“En d'autres termes, la Palestine comprend tout le Negev, Yehudiah, As-Samra, la Galilée, Sangak Huran, Sangak el-Kark, y compris Ma'an et Aqaba, une partie de Damas, c'est-à-dire Kouneitra et une partie de Wadi Angs et d'Hasba.”

22. Le danger continue de croître parce que l'Etat d'Israël n'a toujours pas indiqué ses frontières dans quelque déclaration officielle que ce soit. Quand

l'Etat d'Israël a été créé en 1948, il y eut maintes discussions portant sur ses frontières. Il fut donc décidé, à l'époque, de le doter d'une constitution provisoire et non permanente afin qu'il n'ait pas à s'inscrire dans des frontières bien définies géographiques ou politiques. Cette situation est en elle-même un obstacle à toute solution pacifique au Moyen-Orient parce que, d'un point de vue idéologique en tout cas, Israël ne peut s'engager au sujet de frontières données.

23. Après toutes ces preuves, est-il besoin de rappeler la contradiction flagrante qui existe entre la notion de l'Etat sioniste et la très simple notion de paix ? Un droit est envisagé sous un seul angle, à savoir le droit du groupe au pouvoir en Israël et des dirigeants sionistes du monde de mobiliser les juifs du monde entier en Palestine, dans le Golan et dans le Sinaï au service des ambitions, des plans de l'impérialisme. On ne trouve là nulle justice; l'expansion se fait aux dépens de sociétés humaines dont on ne tient aucun compte, que l'on traite exactement comme si elles n'existaient pas. “Participation humaine”, voilà un terme que l'on ne trouve ni dans le vocabulaire ni dans le dictionnaire des sionistes. Selon les sionistes, l'Israël historique doit être établi même s'il l'est aux dépens du destin de l'humanité tout entière.

24. La véritable position adoptée par Israël au sujet de la paix au Moyen-Orient est en elle-même un bon garant que la paix restera hors de portée. Ce qui nous semble très clair dans tout cela, c'est que les plans visant à un règlement pacifique conçus entre 1948 et 1975 tant au sein de la région qu'en dehors sont plus nombreux encore que les années d'existence de l'Etat sioniste.

25. Généralement, on a tendance à oublier ce fait parce que de nouveaux plans apparaissent dès que les plans actuels ont été discutés. Si l'on passe en revue l'évolution de tous ces plans, il semble que tous sans exception ont abouti à un échec en raison de l'attitude intransigeante d'Israël.

26. Cette attitude s'explique d'elle-même. Israël rejette toute participation internationale, y compris celle des Nations Unies, parce qu'il veut conserver sa position de force et avoir une totale liberté de mouvement dans la région, parce qu'il refuse d'abandonner un territoire, quel qu'il soit, au profit de la paix car il considère que ce territoire est partie intégrante de l'Etat d'Israël. Il n'a pas encore obtenu tout ce qu'il désire et il estime qu'un règlement quelconque pourrait l'immobiliser à l'intérieur des frontières bien définies.

27. Israël persiste à adopter de nombreuses mesures qui ont pour effet d'empêcher toute possibilité de règlement. La ville de Jérusalem a été rattachée à Israël et est devenue sa capitale au mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies et de l'opinion publique mondiale. Israël a refusé d'appliquer les résolutions des Nations Unies permettant aux réfugiés palestiniens de retourner dans leurs foyers. Israël, dès 1967, a établi dans les territoires arabes occupés une chaîne d'installations militaires et continue d'expulser des Palestiniens arabes et d'autres de leurs villages; il continue de s'emparer de leurs terres par la force et de rattacher l'économie des territoires occupés à celle d'Israël.

28. Si les exigences des principes fondamentaux du droit international contemporain font que chaque

Membre de l'Organisation doit travailler au maintien de la paix et de la sécurité internationales, au règlement des conflits internationaux par des moyens pacifiques et au refus de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance d'une autre Etat, si ces exigences soumettent chaque Membre aux lois et traditions internationales, si ce sont là les principes qui doivent prévaloir dans la communauté internationale, alors Israël a violé chacune des normes de la morale internationale, chacun des principes humains et du droit international.

29. En conclusion, force nous est de reconnaître que la situation au Moyen-Orient est sombre, c'est le moins qu'on puisse dire. La crise a commencé avec la création de l'Etat d'Israël, peut-être même dans les années au cours desquelles on a préparé la création de cet Etat. Depuis lors, les crises et les problèmes sont quotidiens; chaque jour, la paix est violée. Au long de ces années, nous avons assisté à une expansion de cet organisme bizarre qui n'a pas su s'assimiler à la région et, en conséquence, a choisi la route du terrorisme et de la force, afin d'annexer les territoires arabes, d'expulser les civils de leurs foyers et de leurs régions et de les disperser, de suivre une politique de meurtre et d'oppression, de destruction de foyers, d'oppression massive, qui est une insulte à la dignité de l'homme.

30. Il est difficile, à l'heure actuelle, de concevoir un règlement pacifique qui aurait l'agrément d'Israël puisque, depuis 27 ans, cet Etat a refusé plus de 30 propositions de règlement. Mais cette situation complexe ne doit cependant pas nous inciter au pessimisme. Face à l'intransigeance continue de l'agresseur, nous constatons que la lutte actuelle des peuples contre les forces de l'injustice et de l'oppression s'accroît et que la voix de la communauté internationale demandant la paix et rejetant l'injustice se fait entendre chaque jour d'une façon plus forte. Dans ces conditions, et dans le cadre de la crise du Moyen-Orient, les peuples libres du monde sont appelés à prendre une plus grande conscience de leurs responsabilités et à définir ces dernières car cela préparera la voie nous permettant de sortir de cette crise.

31. Quant au peuple arabe de Palestine, qui a souffert depuis si longtemps de l'oppression politique, pour ne pas parler de ses autres souffrances, la définition de la responsabilité internationale en la matière est d'une importance fondamentale pour lui car cela signifie tout d'abord la restauration de sa dignité et, ensuite, une indication très nette du développement du concept international de la justesse de leur objectif national et légitime quant à l'autodétermination de son territoire. D'autre part, cela signifie l'élimination du principal obstacle à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient; cela signifie que toute participation matérielle ou morale à l'appui donné à la cause du peuple palestinien dans les territoires occupés est une contribution à l'établissement de la paix que nous recherchons au Moyen-Orient et dans l'ensemble du monde.

32. Ma délégation tient à dire qu'elle est satisfaite de la résolution 381 (1975) à laquelle elle donne son appui, qui a été récemment adoptée par le Conseil de sécurité concernant la prolongation du mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement [FNUOD]. Cette résolution tient compte de

toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et admet la participation de la délégation de l'OLP — seul représentant légitime du peuple arabe de Palestine — aux prochaines discussions du Conseil de sécurité en vue de trouver une paix juste et durable au Moyen-Orient.

33. M. SHARAF (Jordanie) [*interprétation de l'anglais*] : Les souffrances que connaît le Moyen-Orient ont hanté cette session de l'Assemblée générale. Elles se retrouvent dans l'atmosphère de nos travaux et elles ont été mentionnées lors de l'examen de nombreux points de notre ordre du jour et dans le cadre de nombreuses commissions. Elles ont mobilisé les passions et polarisé les attitudes. Cette session a permis de procéder à un débat sur les droits et l'avenir des Palestiniens, sur la violation par les Israéliens des droits de l'homme dans les territoires occupés, sur les souffrances des réfugiés et la crise de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, sur la dénucléarisation du Moyen-Orient, sur le maintien de la Force d'urgence des Nations Unies [FNUU] et de la FNUOD, sur les conséquences économiques de l'occupation et sur ce qui est au cœur même de ces problèmes : le sionisme. Nous examinons maintenant un autre point qui se rattache au précédent et qui est peut-être le plus général, la situation au Moyen-Orient. Les passions et les tensions qui se sont fait jour à cette session témoignent d'un fait fondamental, à savoir que le problème du Moyen-Orient a été négligé pendant trop longtemps et que l'insensibilité manifestée dans les milieux internationaux dirigeants à l'égard du sort des victimes du conflit du Moyen-Orient ne saurait durer davantage.

34. La négligence internationale, l'indifférence ou l'inefficacité des mesures prises n'ont fait qu'aggraver le problème du Moyen-Orient et le rendre plus corrosif. Le manque de sensibilité internationale sur ce qui était juste et injuste dans le différend palestinien à la fin des années 40 a amené l'holocauste palestinien, et une réaction en chaîne a suivi, qui a atteint de vastes proportions dans l'ensemble du Moyen-Orient. L'incapacité du Conseil de sécurité, en 1967, après la guerre et l'occupation qui en ont découlé, de corriger les injustices et d'œuvrer efficacement à la création d'une paix juste, a conduit à la guerre d'octobre 1973 et au dangereux affrontement international qui en est résulté, avec le choc économique profond que le monde a connu. C'est ainsi que la communauté internationale doit maintenant s'attaquer aux éléments fondamentaux du conflit du Moyen-Orient. Elle ne peut négliger ou renvoyer à plus tard ce problème, car l'effet corrosif de celui-ci affecte directement et profondément la situation internationale, même si l'on devait laisser de côté les exigences morales qui sont en cause.

35. Quels sont les éléments constitutifs du problème du Moyen-Orient aujourd'hui ?

36. Tout d'abord, depuis juin 1967, un Membre des Nations Unies — Israël — à la suite d'une offensive contre trois Etats arabes voisins, occupe une région égale à trois fois sa propre taille avant cette attaque, une région habitée par plus d'un million d'Arabes. Israël occupe la plus grande partie du Sinaï égyptien, les hauteurs du Golan, de la Syrie, l'ensemble de Gaza

et la rive occidentale du Jourdain, y compris la Jérusalem arabe.

37. Israël se refuse ouvertement à évacuer ces territoires, sous quelque condition que ce soit. Au début, il affirmait qu'il se contentait de rechercher des garanties pour une paix future après l'évacuation. Quand le Conseil de sécurité, en novembre 1967, s'est efforcé de répondre à ce souci en adoptant une résolution très nette à cet effet, contenant des garanties pour une paix future — et certains pays arabes ont donné leur assentiment — Israël est revenu sur sa position et a dit catégoriquement qu'il avait l'intention de retenir les territoires arabes occupés par la conquête, en partie ou dans leur totalité, sous un prétexte ou un autre. Que ce soit au nom de la "sécurité" ou sous la bannière de slogans furieux et fanatiques tirés de la mythologie sioniste, ses dirigeants ont parlé clairement et à haute voix de leur détermination de rester et d'absorber telle ou telle parcelle de territoire et, en fin de compte, la totalité des régions occupées. Les agents diplomatiques d'Israël ont fait connaître aux Nations Unies et leurs organes exécutifs la politique officielle d'expansion de leur gouvernement au détriment des territoires occupés.

38. Le deuxième élément constitutif du problème du Moyen-Orient dérive du premier : c'est l'occupation. Les actions d'Israël dans les régions occupées correspondent aux ambitions de ses dirigeants. Les autorités d'occupation consolident fiévreusement l'occupation et sont en train d'absorber, physiquement, petit à petit, une portion toujours plus grande des territoires occupés. Les territoires occupés, dans leur ensemble, sont menacés du danger imminent de voir se perdre leur caractère national. Les sources israéliennes nous disent que plus de 60 colonies ont déjà été établies dans ces territoires arabes — dans le Golan et sur la rive occidentale, à Gaza et dans le Sinaï. Par toute sorte de moyens, subtiles ou cruels, la présence physique et démographique d'Israël s'infiltre dans les diverses régions arabes. C'est là un processus de substitution nationale, bien plus terrifiant et radical que les violations traditionnelles des droits de l'homme — que l'on connaît — à l'encontre des peuples soumis à une occupation de type classique.

39. Nulle part ces effrayants processus de substitution nationale et culturelle ne se fait sentir aussi directement et immédiatement qu'au cœur même des terres occupées, c'est-à-dire à Jérusalem. Au dedans comme au dehors des murs de la Vieille Ville, dans la Jérusalem arabe, la confiscation des terres, effectuée à grande échelle, s'accompagne de l'élimination physique d'anciens quartiers habités pour permettre l'édification, sur leurs ruines, de structures et maisons habitées par les Israéliens. C'est là une strangulation démographique et physique calculée des habitants arabes et des propriétaires de ces terres, et une élimination progressive de l'identité de la ville arabe. Tout cela se fait dans le cadre de l'annexion officielle, encore qu'arbitraire, par Israël, de la Jérusalem occupée en 1967. Cela se fait donc parallèlement avec d'autres opérations tout aussi brutales — législatives, culturelles et économiques — entreprises par la puissance d'occupation pour réaliser la complète absorption de Jérusalem par le corps politique et économique d'Israël. Les limites de Jérusalem sont élargies pour permettre d'englober un nombre toujours plus grand

de villages et de régions voisines, de sorte que la zone officiellement annexée couvre 30 p. 100 de la rive occidentale.

40. Le troisième élément constitutif du problème du Moyen-Orient est bien connu de tous et est à la base même de tout le conflit dans cette région. Il en est la racine; il en est l'essence : c'est le déracinement des Palestiniens, leur déplacement et leur souffrance permanente dans leur diaspora. En effet, c'est l'holocauste palestinien qui a tout déclenché et qui a entraîné l'expansion de cet amer conflit.

41. Les ramifications du conflit arabo-israélien peuvent être nombreuses et complexes, mais l'essence en est simple. Les Arabes n'ont pas créé le problème arabo-israélien; c'est lui qui leur a été imposé. Tout a commencé quand une région pacifique et prospère, habitée par des Arabes, qui en avaient la propriété — la Palestine — a été vidée, par la force, par le mouvement et le mécanisme fanatique et exclusif des sionistes, qui en ont pris possession. Les voisins arabes ont partagé la douleur de leurs frères déracinés et déplacés et ont senti le danger inhérent à cette force hostile et en expansion en leur sein.

42. Au lieu de prendre des mesures pour remédier à l'injustice et pour dissiper les craintes, Israël a suivi la logique de la force et a complètement rejeté les appels et les exigences des Nations Unies visant à permettre aux Palestiniens déplacés de retourner dans leurs foyers et de recevoir une compensation pour les pertes subies.

43. Israël, tout en refusant obstinément de faire justice aux Palestiniens, invitait les juifs du monde entier, sur la seule base de leur religion, à émigrer, et à s'installer dans les foyers des Arabes palestiniens. Il en est résulté que les Etats arabes ont refusé de reconnaître cette situation injuste. Il s'est également ensuivi qu'Israël, prisonnier de sa propre logique de la force et du militarisme, a jugé nécessaire de suivre cette logique jusqu'à sa conclusion inévitable. De là des affrontements militaires et de grandes guerres, de façon répétée, avec les Arabes.

44. La question palestinienne reste à la racine du conflit. La négation des droits des Palestiniens, de leurs droits de l'homme comme de leurs droits nationaux, reste le problème fondamental de la question du Moyen-Orient. L'engagement pris par les Arabes à l'égard de ces droits reste ferme et irréversible.

45. Le quatrième élément du problème du Moyen-Orient, encore que plus abstrait, n'en est pas moins réel et immédiat. C'est la réalité de l'impasse. Il ne faut pas confondre impasse et stagnation. En effet, rien n'est plus loin de la stagnation que l'environnement général du Moyen-Orient et la dynamique du conflit. Il y a impasse parce que, pour l'instant, on ne déploie aucun effort actif et doté de crédibilité en vue d'aboutir à un règlement complet et à une paix juste et durable. Mais il n'y a pas stagnation. Et c'est cela qui rend la situation si dangereuse et si explosive. Il n'y a pas stagnation, car la situation recèle en soi-même des dangers d'explosion, et les parties lésées sont déterminées à modifier le *statu quo* et à reconquérir leurs droits.

46. Tant qu'une solution juste ne sera pas trouvée, on ne peut s'attendre que les parties lésées acceptent les choses sans rien faire. De même, les conséquen-

ces d'une explosion éventuelle ne sauraient se limiter à la région et être isolées du reste du monde.

47. Voilà les éléments constitutifs du problème du Moyen-Orient. C'est là le problème dont nous nous occupons aujourd'hui et qui appelle une solution urgente.

48. Quel est le point de départ pour une solution ? Le point de départ est un juste diagnostic établi par la communauté internationale des causes et des réalités du conflit actuel au Moyen-Orient. Le point de départ est une juste évaluation de la nature des revendications arabes et de la nature de la prétention israélienne dans le conflit.

49. La première distinction entre les revendications arabes et celles des Israéliens provient de la cause même du conflit. Comme il a été dit précédemment, les Arabes n'ont pas créé le problème arabo-palestinien; il leur a été imposé. Les Palestiniens n'ont pas persécuté les Juifs ni ne les ont chassés de leurs foyers, les sionistes, plus tard les Israéliens, ont déplacé les Palestiniens et les ont empêchés de retourner dans leur patrie. De même, les Arabes n'ont pas occupé un territoire israélien; c'est Israël qui occupe le territoire national des Etats arabes et qui soumet un million d'Arabes palestiniens à son occupation. Les Arabes demandent que l'occupation prennent fin; les Israéliens insistent pour que cette occupation se prolonge. Les Arabes demandent que les Palestiniens puissent exercer leur droit inaliénable à revenir dans leurs foyers et dans leur patrie; d'une façon catégorique, les Israéliens leur refusent ce droit. Les Arabes demandent que les Palestiniens, comme les autres peuples, puissent exercer leur droit à l'autodétermination; les Israéliens nient ce droit aux Palestiniens et ne leur offrent aucune solution de rechange.

50. Après le premier assaut contre les Palestiniens, Israël a suivi l'élan de la force et du militarisme dans sa manière d'aborder les problèmes qu'il avait créés avec ses voisins. S'abritant derrière sa propre force ou celle venue de l'extérieur, Israël s'est opposé pendant deux décennies à toute solution juste de la tragédie palestinienne. Il s'est efforcé d'étouffer les protestations des Palestiniens et celles de leurs frères et voisins arabes en se livrant à des attaques successives qui ont trouvé leur point culminant dans la conquête militaire de 1967, pensant que la force était le seul moyen de briser l'ensemble des problèmes politiques, humains, ethniques, sentimentaux et géopolitiques qu'il avait créés avec ses voisins. La guerre et l'occupation n'ont rien apporté de tout cela à Israël. Pourtant, aucune idée, proposition ou formule pour une solution constructive n'ont été avancées par Israël.

51. Entre-temps, Israël s'est abrité derrière la prétention qu'il défendait sa "sécurité" et sa propre "survie". Les crimes les plus graves peuvent être commis et les politiques les plus extrêmes et les plus destructrices peuvent être conduites au nom de la "survie" et de la "sécurité". Quand nous parlions du "sionisme" il y a quelque temps au cours de cette session, c'était à cela que nous songions : la politique de discrimination, d'expansionnisme, de violence brutale menée et justifiée au nom d'un mythe. Dans certains cercles puissants, principalement en occident, ce mythe a été accepté et, en son nom, on a fermé les yeux sur l'agression et la violence commises. Les Nations Unies, au cours de cette session,

ont pris une décision audacieuse, bien que controversée, qui équivalait à un progrès mental et moral, en traitant objectivement d'un problème qui, pendant longtemps, dans certains esprits, appartenait au royaume des tabous, et en faisant une distinction entre le mythe et la réalité.

52. L'antisémitisme n'a rien à voir avec les revendications arabes quant aux droits qui leur ont été usurpés par Israël. Israël ne bénéficie d'aucune immunité devant le jugement international et la condamnation de ses actes d'agression et d'usurpation des droits des autres. La survie d'Israël n'est nullement en jeu. La survie du peuple palestinien, en tant qu'entité nationale, et l'intégrité territoriale des Etats arabes victimes de l'occupation ou de la menace de l'occupation sont actuellement en question.

53. J'ai dit que la première distinction entre les revendications arabes et les prétentions israéliennes provient de la cause du conflit. Cela a été expliqué brièvement.

54. La deuxième distinction entre les deux formes de revendications provient de ce qui a été fait dans les efforts tendant à établir la paix, au cours des huit dernières années. Ces efforts ont été entrepris lorsque le Conseil de sécurité a adopté la résolution 242 (1967), en novembre 1967. Bien que les pays arabes se fussent attendus à une décision des Nations Unies exigeant le retrait immédiat et inconditionnel des forces qui occupaient les territoires nationaux arabes, certains pays arabes directement intéressés ont accepté cette résolution qui prévoyait le retrait mais contenait d'autres dispositions et d'autres garanties de paix. Dans ce cadre, les deux pays arabes qui avaient accepté alors la résolution, la Jordanie et l'Egypte, ont coopéré pleinement aux efforts internationaux tendant à la mise en œuvre de cette résolution. Les rapports objectifs et portant sur les faits du représentant spécial du Secrétaire général, M. Jarring, qui avait reçu mission de contacter les parties pour la mise en œuvre de la résolution sont une chronique de l'obstructionnisme israélien. Chaque fois que les parties arabes répondaient de façon positive aux initiatives du représentant spécial, du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, Israël y répondait par la négative. Pendant deux ans après l'adoption de la résolution 242 (1967), Israël a refusé constamment d'accepter explicitement la résolution. Pendant trois ans, Israël a refusé d'accepter ou de mentionner le mot "retrait". Non seulement Israël a constamment rejeté le principe du retrait, mais il a même refusé de donner au représentant spécial sa propre définition de l'étendue de ses prétendues frontières sûres. Il a simplement indiqué clairement que des frontières sûres signifiaient des frontières élargies, des frontières qui se fondent sur l'absorption d'une partie ou de tous les territoires occupés.

55. Alors que, dans les efforts visant à instaurer la paix, le côté arabe donnait des réponses et des assurances positives au représentant spécial, Israël est demeuré dans une attitude négative à l'égard de ces efforts. Il s'est même élevé contre des consultations entre les membres permanents du Conseil de sécurité, consultations qui avaient pour but d'aider le représentant spécial. Lorsque, en juin 1970, les Etats-Unis d'Amérique ont pris une initiative unilatérale pour relancer les efforts de paix dans le contexte d'un

cessez-le-feu renouvelé, Israël a exprimé sa colère et trouvé rapidement un prétexte pour interrompre sa coopération.

56. Lorsque le représentant spécial, dans le cours des efforts qu'il avait normalement entrepris, a fait, en février 1971¹, une proposition normale et logique qui avait trait au principe du retrait, Israël a virtuellement boycotté la mission Jarring et continue de le faire. Ce ne fut pas là la seule expérience de M. Jarring. Plusieurs chefs d'Etat africains éminents, dont certains éprouvaient de l'amitié pour Israël, ont entrepris une mission pacifique en 1971, qui a eu pour résultat un changement important dans leur attitude à l'égard d'Israël, de ses prétentions et de sa politique; depuis lors, il n'y a aucun doute dans leurs esprits quant aux desseins expansionnistes d'Israël et à son attitude intransigeante.

57. Le dernier effort entrepris au sein du Conseil de sécurité pour ranimer l'activité internationale et inciter Israël à modifier sa politique a eu lieu dans le cours de l'été de 1973² et a été bloqué par un veto. La guerre d'octobre 1973 en a été le résultat inévitable. Depuis lors, les Etats-Unis se sont engagés dans une fiévreuse activité pour remplir le vide diplomatique, mais Israël n'a pas encore déclaré ni montré qu'il est prêt pour une paix juste, fondée sur le retrait de tous les territoires occupés et le respect des droits inaliénables du peuple palestinien.

58. En Jordanie, nous connaissons parfaitement ces développements, depuis juin 1967. La Jordanie a participé de façon active et positive à tous les efforts visant à un règlement juste et à une paix durable; l'obstacle a été l'insistance d'Israël d'avoir le beurre et l'argent du beurre d'une part, conservant les territoires occupés et niant les droits des Palestiniens et, d'autre part, s'efforçant d'obtenir la reconnaissance de ce qu'il fait et d'assurer à jamais sa sécurité et sa tranquillité.

59. Ce sont là des objectifs qui s'excluent réciproquement. En Jordanie, nous avons sans cesse attiré l'attention sur ce fait au cours des huit dernières années. Nous l'avons déclaré publiquement chaque fois que l'occasion se présentait et nous avons bien défini cette position auprès des Nations Unies et de tous ceux qui se sont efforcés de promouvoir la cause de la paix, la Jordanie étant activement engagée dans ces efforts. Nous pensons toujours ainsi. Notre point de vue n'a pas changé et ne peut pas changer, bien que notre rôle, avec notre accord, ait été récemment modifié. Notre changement de rôle et de position est dû à notre accord sur la décision unanime à la septième Conférence arabe au sommet, tenue à Rabat en octobre 1974. Conformément à cette décision, la Jordanie a reconnu l'OLP en tant que représentant légitime du peuple palestinien, qui assume les responsabilités internationales découlant de cette capacité. Mais si la définition de notre rôle diplomatique a changé, notre diagnostic fondamental du problème du Moyen-Orient et de la voie à suivre pour parvenir à un règlement juste n'a pas changé. Israël doit tenir compte de la réalité palestinienne. Israël doit tenir compte des droits nationaux des Palestiniens et reconnaître que l'autodétermination palestinienne est inévitable. Israël doit comprendre que l'expansion territoriale est le contraire de la paix. Il doit faire la révision déchirante qu'exige son échec, pour n'avoir pas tenu compte

de son environnement et des nécessités morales de la situation, perdant ainsi les chances d'une paix durable.

60. La communauté internationale a le devoir de forcer Israël à entreprendre cette révision déchirante, car, comme je l'ai dit au début de mon intervention, la communauté internationale ne saurait négliger ou remettre à plus tard l'examen du problème du Moyen-Orient, étant donné que l'effet corrosif de ce problème affecte directement et profondément la situation internationale. Israël ne semble pas en être conscient ou préoccupé parce qu'il est captif de ses propres mythes et de ses impulsions destructives. C'est pourquoi la communauté internationale doit intervenir pour affirmer sa volonté et ses intérêts collectifs, car les éléments de la paix mondiale sont intimement liés. Le monde ne saurait supporter moralement et physiquement la situation actuelle au Moyen-Orient. Elle est trop dangereuse, trop explosive et trop injuste, et ce d'autant plus qu'un règlement juste et possible est à notre portée si la communauté internationale décide d'exprimer sa volonté en agissant pour remédier à une situation tout à fait anormale.

61. M. TARCICI (Yémen) [*interprétation de l'arabe*] : A une sombre période de l'ère désuète de l'impérialisme, le sionisme complotait avec l'impérialisme et le colonialisme contre l'innocent peuple palestinien sans armes pour le chasser de sa patrie et de la terre de ses ancêtres par l'agression et la force. Le peuple palestinien a été dispersé, il a été opprimé et les sionistes ont mis en œuvre leurs desseins expansionnistes jusqu'à ce qu'ils puissent occuper une région cinq fois supérieure à celle que les Nations Unies leur avaient injustement donnée au début, à celle que les Nations Unies leur avaient reconnue à l'époque.

62. Ainsi est né le problème du Moyen-Orient, que les Nations Unies examinent une fois de plus, et cette fois-ci dans ses vraies dimensions, car il s'agit bien d'une agression flagrante qui a abouti à la dispersion d'un peuple entier comptant maintenant plus de 3 millions de Palestiniens qui sont tout à fait habilités à défendre leurs droits légitimes et inaliénables tels qu'ils ont été reconnus par les Nations Unies dans la résolution 3236 (XXIX), du 22 novembre 1974, qui dispose, entre autres, que l'Assemblée générale,

“Réaffirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris :

a) Le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure;

b) Le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales”.

63. Au paragraphe 4 de la résolution, il est dit également que l'Assemblée générale “Reconnait que le peuple palestinien est une partie principale pour l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient”. Nous sommes là au cœur même du problème que nous examinons actuellement. C'est pourquoi je répète une fois de plus le paragraphe 4 de cette résolution, à savoir que l'Assemblée générale “Reconnait que le peuple palestinien est une partie principale pour l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient”.

64. En même temps, la question du Moyen-Orient constitue une agression flagrante par la force contre trois Etats Membres de l'Organisation des Nations

Unies, et le retrait immédiat et sans condition de tous les territoires occupés devrait être réalisé. Ainsi il apparaît très clairement que ce que l'on est convenu d'appeler la crise du Moyen-Orient est due essentiellement à la violation des droits de ces habitants véritables et au déni de leur indépendance et de leur souveraineté nationales.

65. Cette question ne peut être résolue que par le rétablissement de tous les droits du peuple palestinien, outre, bien entendu, la restitution des autres territoires arabes qui ont été occupés par les forces sionistes dans leur tentative d'accroître leur expansion et leur domination.

66. Le Conseil de sécurité a aussi reconnu dernièrement, dans sa résolution 381 (1975) du 30 novembre 1975, que la question de Palestine est entièrement liée au problème du Moyen-Orient. La résolution dispose que le Conseil de sécurité décide :

“a) De se réunir de nouveau le 12 janvier 1976 pour continuer le débat sur le problème du Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, en tenant compte de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies”.

Puis, le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration suivante :

“Pour la majorité du Conseil de sécurité, il est entendu que lorsque celui-ci se réunira à nouveau le 12 janvier 1976, conformément à l'alinéa a de la résolution 381 (1975), les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine seront invités à participer au débat³.”

67. Ainsi, nous constatons que, cette année, les Nations Unies ont pris une nouvelle mesure positive et pleine de bon sens sur cette question qu'Israël et ceux qui l'appuient auraient voulu voir considérée comme un conflit entre le régime sioniste et les Etats voisins, ignorant ainsi la question palestinienne née de l'implantation de l'entité sioniste sur la terre de Palestine et même sur les territoires des Etats arabes voisins.

68. Ma délégation pense et affirme une fois encore que si la question de Palestine n'est pas réglée au fond — et cette question est au cœur même du problème du Moyen-Orient — et si la résolution 3236 (XXIX) n'est pas mise en application, cette région importante et névralgique de notre monde contemporain restera en proie aux convulsions et aux troubles que nous connaissons et risque même d'être le foyer d'un conflit plus étendu, voire mondial.

69. Tout retard apporté à la restitution des territoires arabes occupés à ceux à qui ils appartiennent véritablement, toute nouvelle installation de colonies de peuplements sur cette terre, conduira inévitablement à un règlement plus difficile de cette question. Car cela démontre à l'évidence les visées expansionnistes d'Israël et son intention de continuer à violer les résolutions des Nations Unies et du Conseil de sécurité, et tout ce qui peut être considéré comme lois internationales ou humaines, chartes, déclarations des droits de l'homme.

70. Nous constatons également que la Commission politique spéciale — parallèlement à nos débats en Assemblée plénière, et en d'autres instances des Nations Unies traitant de la violation des droits de

l'homme par Israël, a condamné une fois encore ces pratiques sur le plan humain, de même que la Troisième Commission et l'Assemblée générale elle-même ont dénoncé et condamné le régime sioniste, considérant ce mouvement colonialiste impérialiste comme une forme de discrimination raciale et de racisme qui, en raison de sa nature même, devrait être combattue selon nous, par la communauté internationale, de la même façon qu'elle a combattu le nazisme et l'*apartheid*.

71. Ma délégation n'entend pas revenir ici sur les pratiques racistes d'Israël et ses violations des droits de l'homme; nous avons exposé notre point de vue à ce sujet au sein de la Commission chargée de s'occuper spécifiquement de la question. Mais nous voulons rappeler à la communauté internationale l'origine véritable des deux problèmes de la Palestine et du Moyen-Orient, problèmes indissolublement liés et qui ne peuvent être dissociés. Permettez-moi de répéter ici ce que j'ai déclaré devant la Commission politique spéciale qui traite précisément actuellement de la violation des droits de l'homme par Israël :

“Nous constatons en même temps, hélas, que lorsque les Nations Unies condamnent, à travers leurs institutions spécialisées, le régime sioniste pour ses violations flagrantes et délibérées des droits de l'homme — violations perpétrées depuis six ans consécutifs — en se fondant sur des preuves concrètes, nous constatons, et c'est étrange, que la plupart des moyens d'information ne remplissent pas leur mission qui est d'informer l'opinion de façon complète. Et notamment, dans ce grand pays si hospitalier, nous constatons qu'une partie de l'opinion méconnaît la réalité de ce régime pour lequel ses généreux citoyens sont obligés de payer des impôts considérables pour renforcer ce régime et ces pratiques, appuyant ainsi le défi persistant d'Israël à l'égard de la communauté internationale, sa violation des résolutions des Nations Unies et de la Déclaration des droits de l'homme. Si les généreux contribuables de ce pays connaissaient l'entière vérité, ils soutiendraient certainement la victime contre l'agresseur et cesseraient d'apporter aide et soutien à ceux qui font fi de la liberté, de la dignité et des droits de l'homme⁴.”

72. Si les territoires arabes occupés ne sont pas restitués à ceux à qui ils appartiennent et si les droits inaliénables et légitimes du peuple palestinien ne sont pas rétablis, un conflit entraînant de nouvelles tragédies risque de se produire à tout moment et à toute occasion au Moyen-Orient. Mais ma délégation espère que le débat sur cette question, au mois de janvier prochain, dans le cadre du Conseil de sécurité et avec la participation des représentants légitimes du peuple palestinien, conduira à une nouvelle mesure positive dans le sens de la justice et du droit auxquels nous aspirons.

73. Ma délégation se trouve également contrainte de manifester une fois encore son vif regret de dénoncer l'appui constant qu'une grande puissance apporte à l'agresseur en lui fournissant des armes de destruction perfectionnées et des missiles à grande portée d'un montant de plusieurs millions de dollars, ce qui encourage Israël à continuer en toute tranquillité de violer les résolutions des Nations Unies — et même de les déchirer, ici, de cette tribune. Les représentants se souviendront de ce geste, preuve du mépris à l'égard

de la justice et de l'opinion publique mondiale, preuve du mépris à l'égard des représentants de la communauté internationale, acte de défi à la dignité des Nations Unies au sein desquelles Israël fut admis à une époque où le monde en général ignorait la réalité du sionisme et les intentions expansionnistes et agressives d'Israël.

74. Il est logique que la fourniture continue d'armes de destruction à l'agresseur contraigne les pays de cette région à utiliser une grande partie de leur revenu national pour leur défense plutôt que de les consacrer totalement à l'amélioration des conditions de vie de leurs populations. Certains pays riches sont obligés de financer des projets utiles et même vitaux dans de nombreux autres États. Donc, si ce problème n'est pas résolu au fond, dans le cadre des Nations Unies et sur la base des droits et des résolutions que nous avons mentionnés, le monde ne pourra vivre en paix, ne pourra connaître la sécurité.

75. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Organisation de libération de la Palestine.

76. M. AQL (Organisation de libération de la Palestine) [*interprétation de l'anglais*] : Avant de commencer ma déclaration, je tiens à vous annoncer qu'en témoignage des intentions pacifiques d'Israël, qui ont été présentées avec tant de générosité par le représentant de ce pays à la séance précédente, ma délégation vient de recevoir de Beyrouth le télégramme suivant :

“Trente avions sionistes ennemis, ce matin, entre 10 h 15 et 11 heures, ont attaqué un certain nombre de camps de réfugiés palestiniens et de villages libanais.

“Les avions ont bombardé Nabatieh, dans le sud du Liban, Naher Al-Bared et Bedawi, dans le nord du Liban. Des camps de réfugiés et un certain nombre de villages libanais dans la région de Nabatieh ont été attaqués à la roquette, à la bombe et à la mitrailleuse.

“Dans le camp de Nabatieh, des avions ennemis ont attaqué une école primaire et un certain nombre de bâtiments civils. Les avions ont également détruit toutes les maisons situées dans le petit village de Kharbat Toul dans la région de Nabatieh, et ont bombardé trois villages dans le sud : Duwair, Zo-Tar et Kfar Tibnin.

“L'attaque sur Nabatieh a causé 12 morts et 20 blessés. Trois morts et sept blessés sont des Palestiniens, les autres sont tous des civils libanais.

“Dans les régions de Naher Al-Bared et de Bedawi, l'attaque a causé 45 martyrs et 90 blessés, y compris un certain nombre de Bédouins vivant dans le voisinage.

“En outre, un certain nombre d'avions, en lançant leurs munitions, ont frappé une installation pétrolière à Tripoli, l'une des principales villes du nord. Une partie de cette installation a été incendiée.”

“Le bombardement de l'école primaire de Nabatieh aurait pu causer un massacre considérable, si les enfants avaient été à l'école à ce moment-là. L'école a été entièrement démolie. Si les enfants s'y étaient trouvés, ils auraient été sûrement tués.

“Les défenseurs sur le terrain ont répondu à cette attaque, empêchant ainsi de plus grands dégâts. Voici le résultat de cette attaque aérienne israélienne : Dans le nord : 33 morts, dont 7 enfants, 14 femmes, 12 hommes, et 12 personnes non identifiées; 73 blessés, dont 6 enfants, 37 femmes, 30 hommes, et 17 personnes non identifiées. Dans le Sud : 12 morts et 20 blessés. Ce qui fait au total 57 morts et 110 blessés.”

77. Les nouvelles de cette attaque sur le Liban ont été diffusées par toutes les agences de presse et les stations de télévision ce matin.

78. Dans sa déclaration, le représentant d'Israël s'est demandé pourquoi les Palestiniens n'acceptent pas la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. J'ai exposé très clairement la position de l'OLP à l'égard de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité dans ma déclaration devant l'Assemblée générale, le 7 novembre. Je vais citer ce que j'ai alors dit à ce propos :

“Au cours des délibérations, certains représentants se sont demandé pourquoi les Palestiniens ont rejeté la résolution 242 (1967) comme base de solution. La résolution 242 (1967) nous considère comme des réfugiés sans droits politiques nationaux. La seule allusion qui soit faite indirectement à nous apparaît dans la phrase “de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés”. Notre acceptation de cette résolution comme base de solution non seulement réduirait notre problème à une question de charité internationale et de procédure technique, mais impliquerait également notre disparition en tant que communauté politique luttant pour obtenir sa libération et son indépendance. Pour la plus grande partie du monde, cette résolution est devenue un anachronisme parce que son but est fondamentalement d'essayer d'effacer les traces de l'agression israélienne de 1967 contre les États arabes, tandis que la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale a été tout à fait au-delà en reconnaissant le droit des Palestiniens à l'autodétermination dans leur patrie.” [2398^e séance, par. 83.]

79. Ma délégation a décidé de participer au débat sur la question du Moyen-Orient, parce que ce que l'on appelle maintenant le problème du Moyen-Orient n'est que le symptôme d'un problème fondamental qui a entraîné dans notre région le conflit, la violence et les effusions de sang.

80. Ce problème fondamental a été causé par l'apparition du sionisme raciste en Palestine et par l'occupation subséquente de la terre de Palestine par Israël. En fait, s'il n'y avait pas eu de sionisme et d'occupation israélienne en Palestine, il n'y aurait pas de problème du Moyen-Orient. Par conséquent, le problème du Moyen-Orient est simplement le résultat de l'occupation de la Palestine.

81. Certains estiment que le problème du Moyen-Orient a vu le jour en 1967, alors qu'Israël a réussi à occuper par la force des armes le reste de la Palestine en plus des territoires appartenant à l'Égypte et à la Syrie. Mais les événements ont montré que depuis 1948, au moment où Israël a occupé la majeure partie de la Palestine, toute la zone arabe adjacente à la Palestine a été presque constamment la proie des ten-

sions et du conflit en raison des attaques israéliennes périodiques contre l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban et qui visaient à assujettir ces régions pour répondre aux desseins expansionnistes et racistes d'Israël. Ainsi, depuis 28 ans, le peuple palestinien et ses voisins arabes ont dû payer chèrement l'apparition du sionisme raciste dans nos régions. Mais cette situation ne pouvait demeurer inchangée, comme l'auraient souhaité les Israéliens.

82. Le peuple palestinien a transcendé son errance, sa dispersion et sa misère en une communauté politique, qui est animée d'une volonté combative et qui reçoit un appui international croissant en ce qui concerne son droit inaliénable à l'autodétermination nationale dans sa patrie. Ses voisins arabes, ayant suffisamment souffert du fait des Israéliens, ont également détruit le mythe de l'invincibilité de la machine militaire israélienne au cours de la guerre d'octobre 1973.

83. Aujourd'hui, le peuple palestinien n'est plus seul dans son combat. Il reçoit l'appui de cette assemblée, comme le reflètent la résolution 3236 (XXIX) de l'année dernière et la résolution 3376 (XXX) de cette année, qui reconnaissent, respectivement, notre droit à l'autodétermination dans notre patrie occupée et prévoient des moyens susceptibles d'aboutir à la mise en œuvre de ce droit. En outre, l'Assemblée générale, au cours de la session actuelle, a stigmatisé le sionisme, qui est la source des maux et des perturbations dont souffre la patrie arabe, en déclarant que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. Cette résolution ne correspondait pas seulement à notre lutte contre le sionisme raciste, mais répondait également à notre vision de l'avenir fondée sur une Palestine non sectaire où Arabes et Juifs pourraient vivre ensemble sans préjugés racial ou religieux.

84. Où aboutissons-nous à partir de là ? Certains milieux politiques occidentaux ont défendu l'opinion selon laquelle il était grand temps que les Palestiniens prennent l'initiative de faire des concessions. Permettez-moi de dire catégoriquement et de manière non équivoque que la balle n'est point de notre côté du terrain et que l'OLP n'a ni initiative à prendre ni concession à faire. Pendant 28 ans, nous avons été conduits par les baïonnettes israéliennes. Pendant 28 ans, nous avons vécu en exil. Pendant 28 ans, nous avons été des victimes. Pendant 28 ans, une partie considérable de notre peuple a vécu sous des tentes et dans des abris, dans des conditions sous-humaines. Pendant 28 ans, on a refusé de reconnaître notre existence même en tant que peuple. Pendant 28 ans, Israël a reçu une aide financière et militaire massive du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

85. Attend-on maintenant que nous nous inclinions devant notre persécuteur israélien et que nous lui disions : "La Palestine est la terre de Sion. Nous avons toujours eu tort. Les persécutions des Juifs par les Européens et les responsabilités pour la diaspora juive sont sûrement le fait des Palestiniens. Pardonnez-nous si nous nous sommes opposés à l'occupation de notre patrie et à l'expulsion de notre peuple par un peuple étranger avec des traditions étrangères bien que nous n'ayons pas participé à la persécution des Juifs."

86. La seule chose que nous pouvons offrir, ce sont des sacrifices nouveaux, la poursuite de la lutte armée,

car c'est le seul choix que nous laisse la politique d'Israël et des États-Unis. Je dois admettre que ce n'est pas là un choix facile, mais c'est le seul que nous ayons depuis longtemps, et nous y sommes habitués. En outre, lorsque la question que nous examinons touche à notre patrie ancestrale palestinienne, nous ne pouvons que rappeler, malgré l'émotion inhérente — et que sont les humains sinon un ensemble d'émotions ? — un proverbe arabe qui dit qu'il est plus honorable de mourir debout que de vivre à genoux.

87. Le peuple de Palestine a un héritage de lutte armée vieux de 60 ans, d'abord dirigée contre le mandat britannique et ensuite contre le sionisme raciste. Nous avons toujours combattu contre des ennemis supérieurs et nous n'avons jamais succombé, ni renoncé. Toutefois, ceci ne signifie pas que nous soyons négatifs ou que nous combattons pour le plaisir de combattre. Notre programme de libération nationale, consacré par le Conseil national de la Palestine, vise à la création d'une autorité palestinienne nationale et suprême sur toutes les parties libérées de la Palestine, si notre but ultime qui garantit une paix juste et durable est une Palestine non sectaire, sans discrimination ethnique ou religieuse.

88. Comme nous poursuivons notre guerre de libération, nous percevons de plus en plus les desseins et les intentions d'Israël. Chaque jour qui se lève apporte une nouvelle preuve des desseins expansionnistes et des buts ultimes d'Israël. La dernière preuve et la plus récente dans ce contexte est le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés [A/10272].

89. Le rapport parle au paragraphe 31, de la création de 30 nouvelles colonies dans les territoires occupés au cours de 1975, alors qu'au paragraphe 32 il est indiqué que, jusqu'à présent, 62 colonies auraient été créées dans les territoires occupés. A une légère différence près, ces chiffres sont confirmés par l'édition du *New York Times* d'aujourd'hui. Les brutales pratiques israéliennes dans les territoires occupés continuent de trouver leur expression dans la création de colonies, la confiscation de terres, l'expulsion des habitants, la destruction des maisons, les arrestations de masse et l'obstruction du développement intellectuel et de la formation scolaire de la jeunesse. A titre d'exemple, le rapport mentionne, au paragraphe 41, que, d'ici la fin de 1975, un centre commercial, une synagogue et une zone industrielle seront achevés dans la bande de Gaza, en plus de 10 colonies et d'un centre régional permettant de loger un millier de personnes. La ville projetée de Yamit aura, d'après l'architecte du centre régional, une population de 250 000 habitants. A titre d'autre exemple, le rapport mentionne, au paragraphe 76, que, sur la rive occidentale, 9 000 familles ont été installées dans la zone de Jérusalem occupée depuis 1967 et que 20 000 appartements seraient achevés ou en cours de construction à la fin de l'actuelle année fiscale israélienne.

90. Même si le rapport de cette année du Comité spécial décrit de nouvelles tendances répressives dans le comportement des autorités israéliennes d'occupation, les objectifs d'occupation israélienne de notre terre restent généralement les mêmes. Il s'agit de perpétuer l'occupation sioniste, de détruire systématiquement le caractère arabe des territoires occupés,

de démoraliser les habitants arabes soit en les expulsant par la force, soit en les obligeant à partir, et enfin d'absorber les territoires arabes.

91. Israël fait une grave erreur de calcul s'il pense qu'il peut imposer sa volonté au peuple de Palestine en comptant sur le temps qui passe et sur son occupation prolongée. Les derniers rapports reçus par ma délégation parlent de soulèvements de masse contre les plans sionistes d'administration civile et locale. Quatre cents personnes jusqu'à présents ont été arrêtées, y compris un certain nombre d'étudiants, et les autorités d'occupation ont fermé les institutions scolaires de Ramallah, El-Bireh, Naplouse et Halhul.

92. Lorsque, tout récemment, cette assemblée a déclaré que le sionisme était une forme de racisme et de discrimination raciale, les milieux israéliens et sionistes ont répondu par une campagne de propagande anti-Nations Unies qui affirmait que les Nations Unies étaient devenues un anachronisme et qu'elles avaient perdu leur utilité. Plus récemment, lorsqu'il a été décidé que le Conseil de sécurité se réunirait le mois prochain pour discuter du problème du Moyen-Orient et du problème de Palestine, avec participation palestinienne, la réaction d'Israël fut typique et conforme à son comportement sauvage et irresponsable. Voici ce que dit l'édition du *New York Times* de ce matin :

“Dans une session spéciale de six heures, le Cabinet israélien a décidé aujourd'hui de boycotter, le mois prochain, le débat du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le Moyen-Orient et approuvé en principe la création de nouvelles colonies sur les hauteurs du Golan... le Gouvernement a déclaré que la décision du Conseil de sécurité saboterait les efforts de paix dans la région.”

93. On se demande vraiment qui sabote les efforts de paix dans la région. Est-ce la création de nouvelles colonies dans les hauteurs de Golan sur les territoires arabes occupés ou la réunion du Conseil de sécurité pour discuter de la situation tendue au Moyen-Orient ?

94. Tel est le comportement d'Israël sioniste qui occupe toute la Palestine en plus du Sinaï et des hauteurs du Golan. A notre proposition d'inclusion, il répond par le rejet; à notre offre d'intégration, il répond par la pureté raciale. Son idéologie est au mieux médiévale, pour ne pas la qualifier de primitive.

95. Nous sommes parfaitement conscients de la gravité de la situation dans cette région du monde. Nous sommes également parfaitement conscients de la tâche ardue des Nations Unies lorsqu'il s'agit de traiter avec Israël. Mais, à moins qu'Israël ne soit amené à reconnaître, à comprendre et à respecter notre droit à l'autodétermination nationale dans notre terre de Palestine, droit appuyé et entériné par cette Assemblée, nous continuerons notre combat avec l'appui de tous les peuples épris de paix, antisionistes, antiracistes et anti-apartheid.

96. M. NUÑEZ (Costa Rica) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation de Costa Rica se permet de retenir l'attention de cette assemblée pour réaffirmer une fois encore sa volonté de s'acquitter toujours de ses responsabilités à l'égard de la paix dans quelque partie du monde où ce don précieux des peuples est en danger. Cette responsabilité nous paraît encore plus lourde et plus pressante lorsqu'il s'agit de rétablir la paix au bénéfice de peuples avec lesquels nous

sommes unis par des liens historiques profonds du fait de la constitution de notre nation et de nos valeurs spirituelles. Il s'agit aussi de peuples qui vivent dans une terre qui nous est chère parce que c'est vers elle que vont les visions les plus mystiques de notre culture.

97. Ma délégation croit que le premier devoir de la communauté internationale en ce moment est de créer une atmosphère propice à la réconciliation, afin que la colombe de la paix trouve pour le moins un souffle d'espérance et d'optimisme en cette période de ressentiments, de récriminations, de haines et de violences, qu'elle trouve aussi un lieu où nous poser.

98. Notre ministre des affaires étrangères a déclaré devant cette assemblée :

“Les récriminations réciproques que l'on entend constamment en cette tribune n'aident certes pas à atteindre ce but... Nous devons lutter pour que la soif et le désir de rechercher des solutions durables qui sont les conséquences des dévastations causées par le dernier conflit du Moyen-Orient ne soient pas affaiblis par un débat stérile ni par l'amertume provoquée par l'absence de solutions positives rapides.”

99. Dans la vie d'un individu ou d'une nation, des actes doivent être jugés dans leur cadre complet, à la lumière du passé et des nombreuses dimensions du présent. Sinon, nous nous exposerions à des jugements injustes ou mal fondés. En l'occurrence, dans la situation du Moyen-Orient que nous examinons, il est important de ne pas oublier le contexte historique et le contexte humain et politique dans lequel se déroule cette crise.

100. Permettez-moi d'insister pour affirmer qu'une telle évocation du passé et du présent ne doit pas servir de prétexte à de nouvelles accusations et récriminations, et encore moins à raviver les haines et les ressentiments. Cette évocation ne doit servir qu'à trouver les clefs qui ouvriront la voie à la réconciliation. On pourrait demander : Pourquoi y a-t-il des territoires occupés ? C'est peut-être qu'en un mauvais jour, une puissance de la région a décidé de lancer ses armées pour subjuguer des territoires ? Ou bien c'est parce qu'une autre puissance a commis des actes qui ont fait figure de provocation et qui ont eu pour résultat final l'anomalie, que nous regrettons, que représentent les territoires occupés ? Si le problème de la souffrance d'êtres humains dans cette zone, qu'ils soient juifs ou palestiniens, existe, est-ce parce que certains éléments militaires et politiques ont fait naître ce problème ? Qui sont les responsables de ces éléments ? Aurait-on pu éviter ce problème si ceux qui en sont responsables avaient consenti à trouver des solutions aux problèmes de géopolitique en les considérant comme des problèmes fondamentalement humains ?

101. Il se peut que cet examen ait été douloureux. Répondre avec sincérité à ces questions pourrait peut-être faire naître de nouveaux ressentiments. Mais ma délégation est sûre d'une chose : c'est que si, au lieu de faire la guerre et d'infliger des blessures douloureuses par des actions de commando, des attaques ou des représailles, les auteurs de ce drame décidaient de faire ce qui aurait dû être fait dès le début mais qui n'a pas été fait, c'est-à-dire dialoguer, négocier et réfléchir pour trouver des solutions justes sans causer

de préjudice à quiconque et sans entraver les aspirations légitimes des peuples de cette région, le monde saluerait aujourd'hui l'aube heureuse de la paix.

102. Notre ministre des affaires étrangères a dit devant l'Assemblée générale que rien ne saurait remplacer la négociation. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Kissinger, a également déclaré "qu'il y aurait plus à gagner à se soumettre les uns les autres à l'épreuve de la négociation qu'à se soumettre à l'épreuve du champ de bataille⁶."

103. Nous ne pouvons pas, dans cet esprit, imaginer que certains veuillent remplacer la négociation par la guerre à tous les échelons. La guerre est foncièrement mauvaise; c'est le plus grand péché de l'homme, parce que c'est la synthèse de tout le mal qui réside en l'homme. Avec une angoisse pastorale à laquelle le monde a applaudi, c'est ce que disait ici même le pape Paul VI lors de sa visite en ce bâtiment lorsqu'il déclarait avec l'anxiété du prophète: "jamais plus la guerre, jamais plus la guerre!"

104. C'est dans cet esprit que ma délégation exprime l'espoir et sa prière à Dieu que l'Assemblée ouvre la voie d'un processus de réconciliation progressif mais accéléré vers une paix fondée sur la justice pour tous. Mon gouvernement croit que cette voie doit être délimitée par les grands principes directeurs contenus dans les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. En effet, tout effort fait pour séparer ces résolutions serait néfaste, et serait d'ailleurs contraire à la volonté unanime de ceux qui, en des moments très difficiles, ont justement indiqué le chemin de la paix. Mon gouvernement estime que dans l'esprit de ces résolutions, l'Organisation doit donner son appui moral aux efforts de la Conférence de Genève qui, malgré toutes les inconnues, doit être considérée comme une étape importante sur la voie de la négociation en vue de la paix définitive, fondée sur la justice.

105. Mon gouvernement redit les félicitations que le Ministre des affaires étrangères de mon pays avait, ici, adressées au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Kissinger, pour la tâche qu'il a accomplie au nom de son gouvernement pour favoriser les conversations bilatérales qui ont déjà commencé à donner des résultats salutaires dont la majorité du monde s'est félicitée. L'Assemblée ferait bien, à notre avis, d'adopter un vote de reconnaissance à ces efforts, car ils constituent le point de départ de la paix, point de départ qui ne doit être détruit ni par l'ignorance, ni par la condamnation, ni par le dédain. En tout cas, on a vu dans le désert de l'animosité une fleur qui représente l'espoir pour de nombreux peuples.

106. Ma délégation regrette qu'au sein de cette assemblée se soit introduit un élément qui, loin de favoriser ce chemin de la paix et de la réconciliation, ne fait que semer la zizanie, créer de profondes inquiétudes dans le monde entier et au sein de l'Assemblée elle-même. Je veux parler de la résolution qui a assimilé le sionisme au racisme. Nous n'avons pas manqué d'exprimer la déception que nous inspirait cette résolution, notre déception de voir qu'en cette heure où nous devons éviter les paroles, les clichés de nature à attiser dangereusement les passions des peuples, nous nous soyons attachés à affirmer un concept dont les conséquences sont très dangereuses pour la fraternité humaine.

107. Ma délégation espère que tous les efforts de l'Assemblée seront axés vers la recherche de résolutions de paix et non pas de résolutions de guerre.

108. M. BAROODY (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*]: Même à ce stade, quand les Israéliens parlent de négociations et quand le représentant de l'OLP a répété ce qu'avait affirmé ici même M. Arafat, à savoir qu'il était disposé à tendre le rameau d'olivier aux sionistes à condition qu'ils reconnaissent le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination, nous semblons continuer à tourner en rond. Mais le temps est l'arbitre de tous les conflits.

109. Sans amertume et sans rancœur, je dois dire aux sionistes, du haut de cette tribune, que tôt ou tard, si la sagesse ne l'emporte pas — et je m'exprime en termes figuratifs, pour qu'ils ne pensent pas que je parle de l'extinction d'un peuple ou d'un Etat — les générations futures constateront que le concept d'Israël était comme une pincée de sel qui s'est dissoute dans une marmite d'eau bouillante.

110. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura plus de juifs en Palestine ou qu'il n'y aura pas d'Israël, si les Palestiniens s'accordent avec les Israéliens. Je parle en tant qu'humble étudiant de l'histoire qui s'est penché sur les cycles de nombreuses cultures, et je veux que les juifs, qui sont des frères en l'humanité, épargnent à leurs coreligionnaires — je parle des dirigeants des juifs — tant de souffrances et qu'ils épargnent également au peuple autochtone de la Palestine les effets de la tragédie dans laquelle ils ont été jetés après la première guerre mondiale.

111. La Société des Nations n'avait, en 1922, aucun droit juridique de placer les pays du Croissant fertile du Moyen-Orient — à savoir la Palestine, le Liban, la Syrie et l'Irak — sous mandats britannique et français. En effet, qu'étaient ces mandats sinon une forme déguisée de colonialisme? J'étais jeune à l'époque et je me rappelle que nous lisions avec avidité le Pacte de la Société des Nations. Les puissances coloniales d'alors étaient censées former les populations du Croissant fertile afin qu'elles puissent un jour se gouverner elles-mêmes. Le Croissant fertile avait fait partie de l'Empire ottoman et quoi qu'aient pu dire de l'Empire ottoman ceux qui voulaient son partage — je suis né moi-même sujet ottoman en 1905 — laissez-moi vous dire que, à mon avis, l'Empire ottoman a été la première communauté de nations; en effet, les Syriens, les Libanais, les Irakiens et les Palestiniens, quelle que soit leur religion, envoyaient des représentants à Constantinople. Certains étaient des chrétiens, d'autres des musulmans; certains étaient des juifs, d'autres des Arméniens. Mais quelle que soit leur religion ou leur origine ethnique, ils envoyaient des représentants à Constantinople. En fait, nombre d'entre eux sont devenus des ministres. Par conséquent, les gens de cette région n'avaient besoin d'aucune formation, ils s'étaient déjà administrés eux-mêmes. Lorsque je dis "les gens", je veux parler des représentants des populations de la Palestine, de la Syrie, du Liban et de l'Irak.

112. Il s'agissait là, en fait, d'une mesure infâme prise par les Alliés. Woodrow Wilson lui-même les avait mis en garde et leur avait dit que la première guerre mondiale ne devait pas avoir eu lieu en vain, qu'il ne s'agissait pas d'une guerre faite pour acquérir de nouvelles colonies. Il a été ainsi le premier à énon-

cer le principe de l'autodétermination, dans les Quatorze points de la Société des Nations. M. Balfour n'avait pas davantage le droit, à 4 500 kilomètres de là et sous la pression de sionistes bien organisés, de faire sa fameuse Déclaration, même si cette déclaration était conditionnelle et très sagement, n'utilisait pas le mot "Etat" mais le mot "foyer", après de longues délibérations et discussions avec les Rothschild. Les Rothschild n'avaient aucun statut gouvernemental sinon qu'ils étaient considérés comme les chefs de la communauté juive en Angleterre. C'est pourquoi la Déclaration a été publiée dans une lettre qui leur était adressée. Balfour a promis alors quelque chose qu'il n'avait aucun droit de promettre, à savoir que les juifs auraient un foyer national à condition — et je paraphrase — qu'ils ne mettent pas en danger les droits civils et religieux de la population autochtone.

113. Combien de fois ai-je mentionné ici, du haut de cette tribune et dans diverses commissions — mais c'est quelque chose qui mérite d'être répété — que sur le plan ethnique, nombre de populations autochtones de Palestine ont été et sont encore des juifs, nos frères, même maintenant ? Les juifs sont venus dans la terre de Canaan au moment où Jacob et ses fils sont venus de l'Irak occidental, de la patrie d'Abraham, le vieux patriarche, Abraham d'Ur, en Chaldée. Les Chananéens, les Araméens, les Moabites — et je ne vais pas énumérer toutes les tribus de cette région — étaient frères. En fait, Abraham avait de nombreuses épouses qui étaient des Chananéennes. Les juifs mettent l'accent sur la mère pour ce qui concerne la propagation de leur religion mais il ne faut pas oublier que, même s'ils ont eu une attitude d'exclusivisme et de supériorité, ils ont été mêlés aux mêmes tribus de cette région. Mais il ne s'agit pas des juifs européens dont la plupart — et je dis bien "la plupart" parce qu'il y a eu quelques exceptions dans le détail desquelles je n'entrerai pas : l'*Encyclopaedia Judaica* est la preuve de ce que j'avance — se sont installés dans ce qui est aujourd'hui la Russie méridionale et qui s'appelait autrefois la Bessarabie. Ils étaient des païens et se sont convertis au judaïsme au VII^e siècle, à un moment où il y a eu une sorte de détente entre Byzance et l'Islam. à un moment où l'on a pensé que ces tribus deviendraient chrétiennes ou musulmanes afin de maintenir l'équilibre de pouvoir. Par conséquent, ce mouvement est européen. Il y a eu là peut-être une sorte de rêve d'un *Judenstaat*, un rêve qui est devenu celui de Herzl, bien qu'il ait existé des sionistes avant lui, que des juifs aient rêvé de la terre du retour comme certains immigrants qui, lorsqu'ils sont venus ici s'installer dans ce pays hôte, rêvaient parfois qu'ils retourneraient un jour en France, en Hollande ou en Angleterre. Mais évidemment, dans le cas des juifs, les mobiles étaient religieux.

114. C'est pourquoi la Société des Nations n'avait pas le droit de placer cette partie du monde sous un mandat qui était une forme déguisée de colonialisme; c'est pourquoi M. Balfour, un Anglais persuadé par les sionistes d'agir comme il l'a fait, n'avait pas le droit de faire sa déclaration. Cette déclaration a été étudiée méticuleusement et certains sionistes n'en étaient pas du tout satisfaits. J'ai étudié cette question moi-même en Angleterre à partir de 1929. J'ai eu accès à de nombreux documents à la Chancellerie; certains d'entre nous ont été autorisés alors à les consulter. Qui donc veut-on tromper ici ? Il s'agit d'un

mouvement de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, lancé surtout par des juifs dont les ancêtres ont été convertis au judaïsme, dont les ancêtres n'ont jamais vu la Palestine.

115. Comme je l'ai dit, il y a deux autres religions sémites et monothéistes : la religion chrétienne et la religion islamique; mais cela ne fait pas des Français des sémites ou des Anglais des chrétiens, pas plus que cela ne fait des Nigériens des sémites ou des Sénégalais des musulmans, bien qu'ils adhèrent tous à des religions sémites. Par conséquent, ce mouvement est un mouvement européen auquel participent des gens qui ne sont pas des descendants de sémites mais qui ont une religion d'origine sémite. J'ai déjà dit à maintes reprises que Saint Augustin, au VI^e siècle, a été l'un de ceux qui ont converti les Britanniques au christianisme. Mais est-ce que cela fait de ceux-ci des sémites ? Est-ce que cela fait des sémites des Normands français ou, d'ailleurs, des Allemands ? Pourtant, ils pratiquaient tous une religion d'origine sémite.

116. Malheureusement, c'était un rêve, un rêve qui s'est transformé en cauchemar, tant pour les sionistes que pour le peuple autochtone de Palestine, dont une grande partie, comme je l'ai déjà dit en d'autres occasions, était ethnologiquement, non seulement sémite, mais encore de confession juive — pour être ensuite convertie à la foi chrétienne après la destruction du Temple, en 70 après J.C. Plus tard, quand ils en ont eu assez des Bizantins, qui utilisaient le christianisme pour leurs propres fins politique — l'islam est apparu il y a quelque 14 siècles — beaucoup de ceux qui étaient jusque-là chrétiens ou juifs en Palestine ont embrassé l'islam.

117. Qui est venu d'Europe centrale, sinon les Khazars, dont les ancêtres venaient du nord de l'Asie ? Et comme beaucoup de tribus d'Europe qui se déplaçaient vers l'ouest, ils se sont installés dans cette partie de l'Europe qui, comme je l'ai dit, constitue maintenant en gros la partie méridionale de la Russie.

118. Je récapitule. La Société des Nations n'avait pas le droit de placer sous mandat les pays au Moyen-Orient. Que s'est-il passé ? J'ai été témoin, personnellement, de ce qui s'est passé. Je ne parle pas seulement d'après les livres, comme font beaucoup de sionistes. Je suis contemporain de cette époque. J'ai visité Jérusalem en 1925 et je me rappelle avoir fait un reproche au Grand Mufti. J'avais 20 ans alors. Je lui disais : "C'est ici une terre de pèlerinage. Pourquoi ne laissez-vous pas les juifs venir ici et s'installer ?" Il m'a répondu : "Ils veulent un drapeau; sinon, il importe peu pour nous que ce soient des juifs ou des gentils. Comme vous le dites vous-mêmes, nous sommes une terre de pèlerinage". Les populations étaient pacifiques. On n'a jamais entendu parler d'assassinat en Terre sainte de Palestine. Les populations étaient conditionnées par les trois religions monothéistes qui, depuis Moïse, nous disent : "Aime ton prochain comme toi-même" et, depuis Jésus, fils de Marie : "Aime ton ennemi", de sorte que, naturellement, on peut en faire son ami.

119. Le Coran ne commence pas par "Au nom de Dieu le Tout Puissant, le Sublime". Il y a 99 adjectifs qui essaient de cerner la notion de Dieu, encore que beaucoup d'entre eux le décrivent comme l'Invisible, l'Indescriptible, l'Ineffable. Le Coran ne commence pas par les mots : "Au nom du Majestueux" — un

autre qualificatif de Dieu — ni par “Le Sublime, le Vengeur, le Tout Puissant, l’Omniprésent”. Non. Il commence par : “Au nom de Dieu le Très Miséricordieux”, tout comme Moïse disait : “Aime ton prochain comme toi-même”. Et, comme pour souligner cette miséricorde, il ajoute : “Au nom de Dieu le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux”. Soyez miséricordieux ! Soyez tolérants ! Cette prophétie était nécessaire; elle était comme un message pour le monde entier, l’homme ayant perverti son instinct et étant devenu cupide, attaché aux richesses, à la puissance et à la vaine gloire.

120. Et ces colonialistes européens sont donc arrivés, au nom d’une noble religion, le judaïsme, produit de la région. Même si le sang a coulé en Palestine, nous déplorons la manière dont ils ont été maltraités par les Européens, pas seulement depuis Hitler, mais déjà avant Hitler. Ils étaient cantonnés dans certaines fonctions. Nous n’avons jamais limité les activités de nos juifs. Nos juifs étaient nos frères. Les juifs se sont tournés vers l’usure. Pourquoi ? Parce qu’ils étaient cantonnés dans certaines activités et n’avaient pas le droit d’exercer toutes les professions. Rappelez-vous Maimonides ? C’était le nom arabe d’un juif. C’était un juif arabe, ayant le judaïsme pour religion, comme bien d’autres, même avant l’islam, sans doute même avant le christianisme.

121. Qui sont les juifs yéménites ? Ce sont essentiellement des aristocrates. Quand les Yéménites étaient païens, les juifs, après la Diaspora, se sont dirigés vers le sud et se sont installés parmi les Yéménites qui, à cette époque, avant l’islam, étaient païens. C’étaient des commerçants. Et avec qui faisaient-ils commerce ? Ceux qui avaient de l’argent. Ils aimèrent la notion d’un Dieu unique au lieu de plusieurs. Et c’est la classe supérieure et l’aristocratie qui sont devenues juives.

122. Il n’y avait pas de distinction, dans l’islam, ou même dans les enclaves chrétiennes, entre juifs et gentils. Je viens de cette région, J’y ai beaucoup d’amis juifs. Ils sont comme mes frères. On allait chez eux. Nous n’avons jamais eu le moindre différend avant l’apparition de ce mouvement sioniste, qui a été conçu par quelqu’un qui, probablement, pensait bien faire — Theodore Herzl — qui disait : “Nous pensions que les juifs étaient émancipés et avaient la jouissance de tous leurs droits après la Révolution française, mais regardez ce qui s’est passé avec Dreyfus !” Herzl était encore assez jeune quand il a écrit le *Judenstaat*. En tant qu’être humain, il était mû par des émotions, et il a essayé de montrer que ce n’était pas une utopie et que la seule solution pour les juifs, c’était d’avoir un foyer, un Etat à eux. Ils ont songé à l’Argentine, à l’Ouganda, et, finalement, pour des motivations religieuses, ils ont choisi la Palestine.

123. Je dois répéter ces faits maintes et maintes fois pour qu’ils soient bien compris de tous mes collègues des 143 nations, y compris les sionistes, dont un grand nombre, très probablement ont été endoctrinés. Mais oseront-ils porter ma déclaration devant le public américain ? Les *mass media* me censurent — ça ne date pas d’aujourd’hui.

124. Beaucoup de juifs, ici, aux Etats-Unis, me disent : “Nous sommes antisionistes. Je leur dis : “Vous n’avez pas à l’être pour me plaire.” Il est préférable que vous soyez des citoyens loyaux envers

votre pays plutôt que vivre une dualité qui peut causer une sorte de clivage schizophrénique par le fait d’être à la fois américains et israéliens, puisqu’en effet les sionistes prétendent que tous les juifs — soit environ 16 millions — sont israéliens, qu’ils le veulent ou non, par la simple vertu de leur religion.

125. Puis vint 1947. Je ne veux pas parler des années 20, ni des souffrances dont j’ai été le témoin, ni comment, plus tard, il y a eu l’incident de Deir Yassin, ni même comment les Palestiniens ont appris des juifs comment tuer parce qu’ils voyaient tuer les leurs. Il y a eu conflit. C’était dû à un élément étranger. Et cela, c’était avant Hitler. Hitler n’est venu que plus tard. Mais les Européens, qui pendant des siècles, s’étaient sentis coupables, ont voulu réparer les mauvais traitements qu’ils avaient fait subir aux juifs. Puis est venue l’époque de Balfour. Balfour a pris sur lui de créer Israël. Mais M. Truman, qui, à maintes reprises, avait reçu du Département d’Etat le conseil d’aller lentement, a dit — et je le répète à nouveau du haut de cette tribune : “Dites-moi, combien ai-je d’Arabes en Amérique, parmi les électeurs ?” Avec tout le respect que je dois à la fonction de président, c’était un politicien. Ce sont là des faits historiques. Je puise dans ses Mémoires. Je n’invente rien; je n’imagine rien. Je ne cite pas un historien. Non, je puise dans ses Mémoires. Aujourd’hui, il y a les sénateurs.

126. Les Juifs sont maintenant une minorité, et les minorités se voient généralement opposer un défi. Lorsque des humains sont devant un défi, ils réussissent dans la vie en général. Donc, plus de pouvoir pour eux, mais non point au détriment de la population autochtone de Palestine. Ainsi, ils ont envoyé leurs tentacules un peu partout dans le monde, et je ne donne pas à ce mot un sens péjoratif. Ils sont partout, par exemple dans les moyens d’information de masse. Allez à la septième avenue et voyez comment ils habitent l’Amérique tout entière. Voyez comment ils contrôlent les publications. Ils sont juifs, ils ont plus de pouvoir, ils travaillent durement pour cela. Mais cela leur a permis d’infiltrer la société américaine. Ils font campagne pour les sénateurs et les membres du Congrès et, bien entendu, si vous allez trouver un membre du Congrès, il pourra vous demander, si au moins vous n’êtes pas un Arabe : “Combien d’Arabes ai-je dans ma circonscription ?” Il vous dira la même chose : 76 sénateurs suivent aveuglément la ligne sioniste. Et j’en suis désolé pour les sionistes, car ils ne savent pas où il faut s’arrêter. En vérité, je me rappelle d’un proverbe arabe : “Dieu a pitié de ceux qui connaissent leurs limites”. Ils sont seulement 6 p. 100 de la population de ce pays, de ce pays qu’ils entendent diriger. Et pourquoi ? Pour des principes démocratiques ? Lorsque j’ai répondu à notre bon ami M. Moynihan, j’ai parlé de l’emploi de termes tels que “le grand lion”. Nous connaissons des clichés depuis les jours d’Hitler et de Chamberlain : le “big lion”, le “great lion”. Nous sommes ici pour parler avec vous; vous, les Américains, vous êtes les dupes. Nous avons de la sympathie pour vous et nous avons aussi de la pitié pour les Juifs qui risquent d’être utilisés comme chair à canon des guerres futures. Alors que nous sommes ici, nous, dévoués à la cause de la paix !

127. Demandez-moi de vous parler de Lake Success en 1947. J’y étais présent en ce mois de novembre. Les Nations Unies n’avaient nullement le droit de

partager la Palestine, mais ce partage a été opéré par suite de la pression exercée par les sionistes sur la majorité des Etats Membres des Nations Unies, en particulier sur ceux qui avaient une influence sur le monde occidental, et surtout dans notre pays hôte, les Etats-Unis. A notre avis, de l'avis aussi de ceux qui veulent l'étudier de près, le sionisme est un mouvement colonialiste expansionniste qui a utilisé le judaïsme, noble religion, comme mobile pour poursuivre des fins politiques et économiques.

128. La Palestine est au carrefour de trois continents, l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Et vous viendrez me dire que ces chefs sionistes sont des fondamentalistes ? Comme je l'ai dit l'autre jour quand notre ami M. Moynihan était là, demandez-moi de vous parler de la Bible; j'ai étudié la Bible et les religions comparées. La Bible contient beaucoup de symboles, d'allégories, de formules de rhétorique. Je vous donnerai un seul exemple, parce que beaucoup d'entre vous sont des chrétiens. Certains prennent à la lettre le mot de Jésus : si quelqu'un vous frappe sur une joue, tendez l'autre joue. Or, cela n'est en soi pas naturel et bien des chrétiens d'esprit fermé ne savent pas comment interpréter cette parole. Mais nous, venant de la région, nous la comprenons et elle signifie : lorsque quelqu'un vous frappe sur une joue, peut-être a-t-il vu sur un de vos côtés quelque chose qu'il n'aimait pas, ou peut-être s'est-il laissé un peu emporter. Peut-être a-t-il raison, peut-être a-t-il tort. Montrez l'autre côté de votre nature, voilà ce que ça signifie; il s'agit donc de quelque chose qui n'est pas physique, mais moral.

129. Entendez-vous dire, mes bons amis, que vous soyez Juifs ou non Juifs, que Dieu a donné la Palestine à un seul peuple ? Voyons, soyons sérieux ! C'est un peu comme la côte d'Adam qui est devenue Eve. Malheureusement, les sionistes ont constitué un élément étranger dans le corps social et politique de la région, j'entends de la région du Moyen-Orient, un élément étranger qui a causé d'indicibles souffrances aux Juifs comme aux non-Juifs, et rien ne permet d'entrevoir la fin de cette épreuve aussi longtemps que les sionistes seront appuyés par la plupart des gouvernements du monde occidental.

130. Or combien compte-t-on de juifs aux Etats-Unis ? Environ 3 p. 100 de la population, soit 6 millions, m'a-t-on dit. La plupart d'entre eux se considèrent comme des citoyens américains à part entière, mais les agitateurs sionistes ne leur laissent pas la paix et ne cessent de leur répéter qu'en tant que juifs, ils doivent autant, sinon plus d'allégeance à Israël qu'aux Etats-Unis. Il s'agit d'une double allégeance entre Israël et les Etats-Unis. Et après tout, le peuple américain a quitté les rives de l'Europe pour s'affranchir de ses servitudes, de la conscription, pour profiter des meilleures et nouvelles possibilités du nouveau monde. Et c'est ainsi qu'il n'y a pas tellement longtemps, ils ont eu la doctrine de Monroe. Bien sûr, il y eût Theodore Roosevelt, qui suivit un cours différent, s'empara de Cuba et des Philippines, car il voulait un peu "singer" le Kaiser et d'autres, ainsi que les colonialistes britanniques. Et je dirai en passant que le Kaiser aimait beaucoup Roosevelt. Et voilà comment ils se sont mêlés d'affaires qui ne les regardaient pas. Woodrow Wilson, avec ses hautes relations, fut lui-même pris dans le mouvement.

M. Thorn (Luxembourg) prend la présidence.

131. Qu'avaient donc à faire les Etats-Unis avec une région située à 6 000 miles de cette partie du monde ? Qu'est-ce que les Palestiniens — ou, disons mieux, les Arabes car les Palestiniens sont des Arabes — ont fait aux Etats-Unis ? Mais quoi ? Sommes-nous venus aux Etats-Unis et avons-nous reproché aux Américains d'avoir maltraité les Indiens ? Leur avons-nous dit qu'ils n'auraient pas dû les mettre dans des réserves et que nous déplorions ce fait ? Avons-nous envoyé des représentants du monde arabe auprès du Gouvernement américain en raison des mauvais traitements infligés aux Indiens ? Non, il s'agit d'une question interne.

132. Qu'est-ce donc que nous avons fait, à vous, Américains, frères et sœurs, parce que nous aimerions encore vous appeler nos frères et nos sœurs ? Mais vous dites "nous ne sommes désormais plus isolationnistes, et si nous n'allons pas là, ce seront les Russes, les communistes, qui vont vous envahir". Nous aurions très bien pu nous défendre et nous pouvons encore assurer notre défense, tant face aux capitalistes qu'aux communistes.

133. On parle de sphères d'influence, et ils disent aux Russes : le Moyen-Orient est à nous. Mais les Russes sont plus rusés. Je les vois depuis l'époque des tsars. Ils regardent les Américains faire des erreurs et s'aliéner les Arabes du Maroc au golfe Persique. Vous voudriez, vous Américains, avoir tout le monde, même le monde musulman !

134. Eh bien — je m'adresse de nouveau aux sionistes — si vous voulez survivre parmi nous, vous devez accepter, non pas nos conditions, non pas les conditions de qui que ce soit, mais des conditions humaines. Voyez les Européens, voyez la gentillesse des Britanniques maintenant qu'ils ont perdu leur Empire. Les Européens peuvent être charmants. Et les Français sont encore plus gentils, parce qu'ils étaient déjà, au départ, très polis lorsque je les ai connus à la fin des années 20.

135. Et vous Américains, vous prônez le mode de vie américain. Je suis heureux que Mlle Bailey ne fasse pas partie des "women's lib". Regardez ce que les femmes font. Mais n'exportez pas votre mouvement de libération de la femme chez nous. La décadence dont j'ai parlé à la Troisième Commission, la pornographie, est-ce là le mode de vie américain que j'ai connu ? Car je disais : si les sionistes ne font pas attention, ce qu'à Dieu ne plaise, ils risquent de devenir les boucs émissaires si quelque chose va mal. Mais que répond le *New York Times*, ce journal sioniste si subtil ? Il cite Baroody et parle de fond antisémite. Moi sémite, avoir un fond antisémite ? Quelle honte ! Qu'importe, je lui pardonne. Qui suis-je pour refuser de pardonner ?

136. M. Moynihan aussi bien que M. Herzog nous ont dit que le sionisme était un mouvement de libération. De libération de qui ? Est-ce un mouvement que de libérer les Juifs d'Europe en expulsant les habitants autochtones de la Palestine et d'usurper leurs foyers et leurs biens ? Quel genre de libération est-ce là ? Les sionistes prétendent que tous les Juifs ont des liens religieux avec la Palestine et, cela étant, ont un droit sur la Palestine.

137. La Palestine est un lieu aussi saint pour les chrétiens que pour les musulmans. Pourquoi, alors, 16 mil-

lions de juifs, se fondant sur la religion — je ne parle pas d'ethnologie ni d'anthropologie — devraient-ils avoir la suzeraineté sur la Palestine ? Il y a un milliard de chrétiens et 700 millions de musulmans. Le Pape, pas plus que le patriarcat d'Istanbul, ne disent : nous devons aller en Palestine parce que, après tout, nous représentons un milliard de chrétiens, et Jésus, fils de Nazareth, y est né. Ils ne veulent pas gouverner. Le Saint-Empire romain a essayé et a échoué. Les musulmans ont essayé la suprématie du Califat sur les musulmans non arabes, et ils ont échoué. Maintenant, c'est au tour des juifs khazars, de l'Europe centrale — chacun son tour, comme disent les Français — de motiver un mouvement par la religion. Et j'avais l'habitude de les sermonner lorsque j'étais encore en bons termes avec les sionistes, jusqu'en 1944. Je leur ai dit : pour l'amour du Ciel, si vous êtes vraiment inspirés par un sentiment religieux, les Palestiniens, dont beaucoup étaient d'origine juive, vous accueilleront avec satisfaction parce que vous apportez avec vous la prospérité. Non, ils voulaient un drapeau ! Comment pouvez-vous dire cela ? Cette sorte de colonialisme, c'est du passé.

138. Nous avons essayé à maintes reprises de dire à nos frères européens que c'était un retour au colonialisme. Mais ces sionistes ont aussi beaucoup d'influence dans le monde occidental. Ils en avaient en Russie — mais je ne sais pas quelle est leur influence maintenant, parce qu'ils ont peut-être été trop loin. Je ne sais pas. Je n'ai pas le droit de parler. Ils sont très forts en France. Ils sont encore très forts en Angleterre. Nous ne voulons pas qu'ils soient faibles. Nous voulons qu'ils soient prospères, mais qu'ils nous laissent tranquilles. Qu'ils ne viennent pas nous imposer un nouveau mouvement colonial au détriment du peuple palestinien.

139. Pourquoi les Etats-Unis d'Amérique s'intéressent-ils tout spécialement à Israël ? L'équilibre des forces ? Nous pouvons compter que nos amis les Russes restent à l'écart du Moyen-Orient si les Américains en font autant. Je peux arranger cela bien que je sois monarchiste. Dans la diplomatie, on peut arranger bien des choses. Il s'agit d'une question à double face. L'influence des sionistes aux Etats-Unis, d'une part, et la politique de l'équilibre des forces et des sphères d'influence, de l'autre, qui a fait boomerang partout dans le monde. Il faut une nouvelle approche dans les affaires internationales. Sinon, le suicide de l'espèce humaine n'est pas très loin. N'eût été le pouvoir de dissuasion de l'horreur et de la crainte, des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, l'homme aurait déjà connu l'holocauste, et ce qu'il en resterait préférerait mourir plutôt que de survivre ainsi.

140. Pourquoi croyez-vous que les Arabes éprouvent de la crainte ? Aurait-on oublié que le rêve d'Israël est d'avoir un territoire s'étendant du Nil à l'Euphrate ? Expansionnistes, a-t-on dit. Comment peuvent-ils prétendre vouloir des négociations, alors qu'on lit chaque jour dans le *New York Times* qu'ils construisent de nouveaux établissements en territoires occupés, de nouvelles colonies servant aussi de bastions avancés ? Comment peut-on s'attendre à les voir négocier et inspirer confiance aux Palestiniens et aux Arabes ? On rétorquera peut-être que les Arabes comptent 20 nations et qu'ils pourraient absorber ces 2 ou 3 millions de Palestiniens.

141. Mais si ceux-ci ne veulent pas être absorbés ? Ils ont leur entité. L'autonomie et la souveraineté sont des droits qui appartiennent au peuple. J'ai dit et répété du haut de cette tribune que les Palestiniens causeront des soulèvements dans tous les pays arabes, dans tout le monde arabe, et que les peuples arabes seront à leurs côtés, si on prétend les vendre du côté de l'Euphrate ou du Nil comme on a voulu les vendre du côté du Potomac, comme on a voulu les vendre plus anciennement encore du côté de la Tamise, c'est-à-dire d'abord avec Balfour, ensuite avec Truman. Les Palestiniens ont certes causé des problèmes aux juifs dans l'ensemble du monde arabe. Ont-ils eu tort ou raison ? Je l'ignore. Il faut accepter les faits comme ils sont. D'ailleurs, que faire ? Continuer de tourner en rond ?

142. En 1967, j'ai parlé à lord Caradon et à M. Goldberg, et, prenant la parole au Conseil de sécurité, j'ai pronostiqué que le résultat de la résolution 242 (1967) aboutirait à zéro, que cette résolution ne résoudrait pas le problème : "Qui pensait-on tromper ?", ai-je demandé. Alors, on a renvoyé toute l'histoire à l'Assemblée générale. Là encore, j'ai pris la parole, et j'ai dit que l'on en était arrivé en-dessous de zéro. On me l'a reproché, et je ne vais certes pas me vanter aujourd'hui d'avoir vu juste. J'aurais préféré m'être trompé. Mais il n'y aura pas de paix en Terre sainte de Palestine tant que le peuple palestinien ne se sera pas vu reconnaître son droit à l'autodétermination. Pourquoi ne pas le faire volontairement ? Tôt ou tard, il faudra bien y arriver, quitte à faire exploser le monde et à entraîner de nombreuses nations dans l'arène du conflit.

143. Je m'adresse ici aux sionistes : vous parlez de Massada. Dans notre monde moderne, la solution peut-elle être de songer à un suicide du genre de Massada ? Est-ce la solution parce que l'on ne peut vaincre son ennemi ? J'extrapole — Massada ? C'est symbolique également. Ne vous enivrez pas de puissance !

144. Et vous, Américains, Etats-Unis d'Amérique, vous envoyez chaque année deux milliards et demi ou trois milliards de dollars. Pourquoi donc, avec votre déficit ? Entendez-vous, public américain ? Voyez, personne ne s'y intéresse, personne ne vient ici sauf lorsque M. Herzog ou M. Eban prennent la parole ; alors les gens viennent écouter. Deux milliards et demi et vous avez actuellement un déficit budgétaire de 90 milliards. Aidez la ville de New York et laissez les Juifs d'Israël venir ici, et laissez-leur Brewster s'ils le veulent. Je connais toute cette belle région, dont une partie est plus agréable que la Palestine, et dont la terre est également plus fertile.

145. Des associations religieuses ? Nous en avons. L'équilibre de la puissance ? Nous ne l'acceptons pas. Tout ce qui est basé sur l'injustice est voué à plus ou moins brève échéance, à l'échec. Maintes fois je vous ai demandé : Où est Alexandre le Grand, qui passa par là et qui, pendant des mois, livra un siège à Sidon et Tyr ? Où sont les Seleucides ? Où sont les Romains ? Où sont les Byzantins ? Où sont les Mongols ? Où sont les Croisés ? Où sont nos frères les Ottomans ? Qu'en est-il advenu des mandats britannique et français ? Ils sont tombés en flèche. Et vous tomberez aussi. Et vous, qui appartenez à la civilisation occidentale, si vous ne prenez garde, et si vous vous livrez

à l'opportunisme, vous ne ferez pas mieux. Et vous nous entraînerez tous dans votre chute tragique.

146. Et pourquoi, vous, sionistes, ne désamorcez-vous pas cette situation explosive et ne dites-vous pas à ceux qui, nombreux, étaient à l'origine des Juifs : "Venez vivre avec nous et nous arrangerons les choses." Le rameau d'olivier, je pense, se trouve toujours dans la main de M. Arafat. C'est un terroriste ! N'êtes-vous pas ceux qui ont lancé le terrorisme, Irgun Zvei Leumi, les mouvements de la Haganah, la Bande Stern ? Qui a détruit l'hôtel du roi David ? Qui a massacré 254 innocents, hommes, femmes et enfants, un village entier, et ensuite ont chassé les Palestiniens ?

147. Le cœur du problème est le peuple palestinien et son droit à l'autodétermination. Vous voulez vivre là-bas ? Alors, allez y vivre en paix. Qui va aller vous dire comment prier dans les synagogues ? De même que vous n'auriez pas l'audace de dire aux musulmans et aux chrétiens comment pratiquer leur culte. Chaque culte est pratiqué dans sa synagogue, dans son église ou dans sa mosquée. Mais à défaut d'un Etat binational, pourquoi ne pas constituer un Etat régional. A maintes reprises, il y a 10 ans, j'ai dit : Que le drapeau ne soit pas le symbole d'une religion ou d'une nation. Qu'il y ait un croissant, symbole du Moyen-Orient. Et à l'intérieur, si vous voulez, peut-être une étoile de David. Mais attention : si vous ne jouez pas le jeu — et je vous assure que les Palestiniens sont très humains mais peuvent aussi faire preuve de brutalité, tout comme vous, sionistes européens — alors le croissant se refermera et vous serez assimilés.

148. Et, à plus ou moins longue échéance, je pense que vous serez assimilés. Alors ? Soyons tous assimilés. De quoi est constitué ce pays, ce pays hôte, sinon par un conglomérat de nationalités assimilées ? Alors ? Les Palestiniens assimileront les sionistes qui les assimileront. Je suis certain que les femmes le feront, qu'il y aura des mariages entre eux, quel que soit l'avis de leurs cheikhs musulmans ou de leurs rabbins.

149. Alors foin de toute cette histoire de descendance et de toute cette fiction du fondamentalisme. Que l'on tourne cette triste page de l'histoire. Et, Dieu me pardonne, si quelqu'un souffre quelque part, il trouvera Baroodi au premier rang de ceux qui chercheront à protéger le faible contre l'opresseur.

150. Le PRÉSIDENT : Deux délégations ont fait connaître à la présidence qu'elles entendaient exercer leur droit de réponse. Par ordre chronologique, je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne.

151. M. SIBAH (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : Nous avons entendu à la dernière séance la déclaration du représentant d'Israël. Il a évoqué différentes questions, mais je limiterai ma réponse à quelques points seulement.

152. Le représentant d'Israël a parlé de la paix et du désir d'Israël de parvenir à la paix dans notre région arabe, le Moyen-Orient. Je voudrais répondre au représentant d'Israël en lui disant, du haut de cette tribune, que la paix dans la région ne pourra être établie, ne saurait être établie sur les cadavres et dans le sang. La paix ne peut jamais être établie sur des cadavres et dans le sang.

153. Selon les dernières nouvelles que nous avons reçues des territoires occupés, le sang a de nouveau coulé et des innocents ont été tués par Israël sous prétexte de défendre sa sécurité et son entité. Cela a été confirmé il y a quelques instants par le représentant de l'OLP, qui a reçu les mêmes nouvelles de ses dirigeants à propos des incursions israéliennes dans la région de Bedawi, de Nahar Al-Bared, de Nabatieh, au Liban, incursion au cours desquelles 57 martyrs ont trouvé la mort dans les camps de réfugiés, 110 personnes ont été blessées, des incendies ont éclaté dans certaines raffineries pétrolières de cette région et des écoles abritant des enfants innocents ont été détruites. Je n'insisterai pas sur les détails.

154. Je voudrais ajouter à ces informations les dernières nouvelles que ma délégation a reçues concernant nos territoires occupés des hauteurs du Golan, à savoir qu'un comité ministériel israélien a décidé de créer quatre nouvelles colonies de peuplement à cet endroit, venant s'ajouter aux 19 colonies qui existent déjà et dont j'ai parlé en détail hier devant la Commission politique spéciale, à sa 987^e séance, alors que nous débattions des pratiques israéliennes criminelles dans les territoires arabes occupés et de la destruction de la ville de Kouneitra par les forces d'occupation israéliennes.

155. L'objectif principal de ces raids est sans aucun doute, comme les membres le savent, la destruction totale des réfugiés dans leurs camps, où qu'ils soient situés, pour en finir une fois pour toute avec le problème des réfugiés palestiniens — question qu'examine chaque année la Commission politique spéciale — et la poursuite obstinée de la politique criminelle, colonialiste et impérialiste d'Israël dans le Golan.

156. A la séance de ce matin, le représentant d'Israël a redit ce qu'il n'a cessé de répéter depuis le début de cette session dans toutes ses déclarations, chaque fois que nous examinons le problème de Palestine ou toute autre question connexe.

157. Il est revenu à 1947 et à 1948, et même avant, en rappelant des événements du passé qui, selon lui, servent à étayer sa thèse. Mais, alors, pourquoi n'a-t-il pas parlé des destructions massives de style nazi et fasciste, style qu'Israël a appris de ses maîtres nazis et qu'il a mis en œuvre lors des massacres de Deir Yassin, de Kibbya, de Kalkilieh, de l'hôtel du Roi David, etc. ? Pourquoi n'a-t-il pas fait mention de l'agression tripartite de 1956 contre l'Egypte ? Pourquoi, s'il a parlé franchement et hardiment, en ne masquant ses propos d'aucun déguisement, n'a-t-il pas parlé de l'agression de juin 1967 contre trois Etats arabes, ce qui a permis à Israël d'occuper des territoires d'une superficie cinq fois supérieure à celle qui lui avait été octroyée en vertu de la résolution du partage de 1947 ?

158. Israël, en vérité, recherche l'expansion par tous les moyens. Israël se veut un instrument impérialiste entre les mains de ses alliés. Israël, en fait, est devenu "l'enfant chéri" des Etats-Unis. Israël veut faire des territoires arabes occupés le foyer des sionistes étrangers. C'est ainsi que Moshe Dayan et d'autres dirigeants israéliens parlent ouvertement de la politique d'expansion et d'annexion de colonies sionistes en Palestine. Je vais citer en français la déclaration faite au journal *Le Monde* par Moshe Dayan, le 25 ou le 26 novembre 1975 : "Il ne saurait être ques-

tion pour Israël, même dans le cadre de la paix, de quitter les hauteurs de Golan”.

159. Est-ce là la paix que souhaite le représentant d'Israël et dont il parle chaque fois qu'il prend la parole devant l'Assemblée générale ou au sein des commissions ? Parle-t-il d'une paix qui repose sur l'occupation et l'agression persistantes ? Puisque Israël parle de paix, pourquoi ne met-il pas en œuvre les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité qui ont été adoptées il y a si longtemps ? L'occupation se poursuit, ce qui constitue une agression, comme l'a reconnu l'Organisation internationale lorsqu'elle a défini l'agression.

160. Si Israël désire la paix, pourquoi ne recherche-t-il pas une paix totale ? Pourquoi recourt-il à cette politique américaine du “pas à pas” qui n'a encore abouti à rien, sauf à camoufler les desseins expansionnistes d'Israël, qui continue d'occuper les territoires arabes ? Si Israël désire la paix, pourquoi, après le premier accord sur le dégagement du front syrien en 1974, n'y a-t-il eu aucun progrès vers la paix, puisque, dans l'accord, le premier pas est lié à la paix juste et durable que veut la Syrie et que l'Organisation des Nations Unies demande dans ses résolutions et recherche dans ses efforts visant à résoudre le problème du Moyen-Orient dans son ensemble ?

161. Maintenant qu'une nouvelle étape a été franchie par accord avec l'Égypte à propos du Sinaï, pourquoi Israël continue-t-il à acheter des armes de destruction massive et perfectionnées, ainsi que des missiles à longue portée qui coûtent des millions de dollars ? Que signifie donc la visite effectuée en mai par le Ministre de la défense d'Israël à Washington afin de se procurer du nouveau matériel militaire ? Tout cela est la preuve patente de la politique d'agression d'Israël.

162. Les nouvelles que nous recevons du Golan ainsi que des colonies de peuplement qu'Israël installe jour après jour afin de poursuivre son agression sont également la preuve que 18 mois après le premier accord sur le dégagement des forces sur le front syrien, rien de nouveau ne s'est produit.

163. Les dangers inhérents à la politique d'agression constante d'Israël sont étroitement liés à la politique du “pas à pas”, et c'est pourquoi la Syrie a voulu rattacher le renouvellement du mandat de la FNUOD à la discussion du problème du Moyen-Orient, y compris la Palestine, au Conseil de sécurité, afin que celui-ci s'acquitte de ses responsabilités historiques, telles qu'elles sont stipulées dans la Charte des Nations Unies.

164. C'est cette menace qui a amené le Gouvernement de la République arabe syrienne à rattacher également la question du Moyen-Orient à la question de Palestine, comme le fait la résolution 381 (1975) du Conseil de sécurité, qui a été adoptée à l'unanimité le 30 novembre 1975. C'est pourquoi nous avons insisté également pour que l'OLP soit invitée au débat du Conseil de sécurité en tant que seul représentant légitime du peuple arabe de Palestine.

165. Nous savons qu'Israël ne veut pas que le problème du Moyen-Orient trouve une solution. La preuve en est dans la décision d'Israël de boycotter la discussion du Conseil de sécurité sur les questions de Palestine et du Moyen-Orient, qui aura lieu le mois prochain.

166. Le représentant d'Israël ne cesse de parler de négociations. Mais je ne vois pas comment le représentant d'Israël peut se permettre de parler du principe des négociations alors que son pays et ses alliés sont décidés à poursuivre leur politique d'occupation et d'agression.

167. Le représentant d'Israël lance au monde des appels trompeurs à la négociation, mais ce faisant personne ne s'y trompe et nous savons que c'est seulement grâce à ses alliés qu'il peut continuer à berner l'opinion mondiale. Le peuple arabe veut une paix totale, fondée sur la justice, et aussi longtemps qu'un pouce de territoire arabe restera occupé, aussi longtemps qu'un seul des droits du peuple palestinien restera méconnu, il ne saurait y avoir de paix. Voici ce que nous entendons par paix totale, et non pas la paix du “pas à pas” : Israël a beau parler de ces petits pas, de cette politique graduelle, progressive, les Nations Unies ne s'y trompent pas. Israël ne trompe que lui-même, parce qu'il est comme une autruche qui met sa tête dans le sable dans l'espoir que personne ne verra ses ruses.

168. M. HERZOG (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, à la différence de mon prédécesseur, je vais me limiter à répondre dans les 10 minutes prévues. Et à la différence de celui-ci, aussi, je vais rappeler que nous sommes disposés à négocier pour la paix au Moyen-Orient.

169. Par l'exercice de son droit de réponse, ma délégation rejette catégoriquement les observations faites ici aujourd'hui à titre d'évocation des événements du Liban.

170. La politique de l'OLP est connue. C'est une politique de terrorisme qui dirige ses attaques contre des innocents, y compris les femmes et les enfants. Ces gangs ont assassiné de sang-froid des femmes enceintes à Kiryat Shmona, attaqué des touristes innocents à Tel-Aviv, gardé en otage des petits écoliers à Ma'alot, causé la mort de plus de 20 enfants et blessé 60. Ils sont responsables de l'attaque de la semaine dernière de Ramat Magshimim au cours de laquelle trois étudiants en théologie ont été tués d'une manière extrêmement brutale. Leurs assaillants, armés de haches, ont traversé la frontière pour pouvoir — et ce sont là les paroles mêmes qu'ils ont utilisées au cours d'une conférence de presse à Damas — revenir avec les têtes de leurs victimes. Ce sont les mêmes terroristes qui ont tué des passants innocents, autant Juifs qu'Arabes, en faisant récemment éclater une bombe dans le Square de Sion à Jérusalem. Ce sont les mêmes individus qui ont imposé le règne de la terreur au peuple palestinien de la rive occidentale et de Gaza en tuant de sang-froid ceux qu'ils suspectaient ne pas être d'accord avec eux. Ce sont les mêmes individus qui ont prévu d'assassiner le chef de cinq États arabes à Rabat l'année dernière. Quatorze membres de l'OLP furent alors arrêtés. Ce sont les membres de la même organisation qui ont à plusieurs reprises essayé d'assassiner le roi Hussein de Jordanie. C'est la même organisation qui a exécuté, de la manière la plus lâche, Wasfi Tal, premier ministre de Jordanie, au cours de sa visite au Caire. L'un des assassins, non content d'avoir abattu le Premier Ministre dans le dos, s'est cru obligé de boire son sang publiquement. Ce sont les mêmes gens qui ont apporté la misère, le meurtre et l'assassinat dans la région du Moyen-

Orient et qui ont fait du terrorisme une forme de langue internationale. Le terrorisme touche des innocents où qu'ils soient.

171. Permettez-moi de citer le roi Hussein de Jordanie qui, à propos de la prétention de l'OLP d'agir en tant que porte-parole des Palestiniens, a répondu à une interview du magazine allemand *Der Stern*, en Allemagne : "Ridicule. Comment une demi-douzaine d'organisations désunies, en partie dominée par des criminels, désunies du fait d'idéologies radicales, peuvent-elles avoir cette prétention ?"

172. Ce sont les mêmes terroristes qui, la nuit dernière, ont attaqué à la roquette des fermes juives le long de la frontière israélo-libanaise. Suivant leurs traditions, leurs chefs sont restés à l'arrière dans la sécurité relative de leurs bases du Liban et ont envoyé les autres perpétrer leurs activités criminelles. En réponse à leurs activités terroristes contre des civils innocents, le Gouvernement d'Israël a eu pour politique de les poursuivre et de les attaquer dans leurs bases. Dans la mise en œuvre de leur politique couarde, ils mettent en danger les vies de civils en installant leurs bases et leurs camps près des centres civils.

173. Le bulletin de ce matin du *Columbia Broadcasting System's* a souligné que les camps attaqués sont des bases du prétendu Front populaire de libération de la Palestine. La base attaquée à Nabatieh sert de quartier général à l'Organisation A'Saika; une organisation terroriste patronnée par les Syriens.

174. Nous regrettons la perte de vies civiles innocentes, qu'elle se produise de notre côté de la frontière ou du côté arabe; mais, si l'OLP s'obstine à mener ses opérations contre des cibles civiles innocentes, elle ne pourra blâmer personne qu'elle-même des résultats tragiques en découlant. Par conséquent, la faute incombe à ceux qui essaient de conduire des opérations militaires et se retranchent ensuite lâchement derrière un paravent civil. Il faudra carrément imputer quelque perte de vies qui pourrait se produire à ceux qui utilisent ces camps comme des bases pour leurs opérations militaires.

175. Le PRÉSIDENT : Le représentant de l'OLP a demandé à exercer son droit de réponse, je lui donne la parole.

176. M. TERZI (Organisation de libération de la Palestine) [*interprétation de l'anglais*] : Si le représentant de l'OLP peut monter à ce podium, c'est grâce à 105 nations de cette assemblée qui nous ont invités ici.

177. Je ne vais pas me lancer dans la question du terrorisme comme vient de le faire mon prédécesseur. Je voudrais simplement lui rappeler que ce n'est pas l'OLP, ce n'est pas le peuple palestinien qui a attaqué Deir Yassin. Qui plus est, je voudrais aussi mentionner que ce ne sont pas les Palestiniens qui ont coulé le *Patria* qui, nous le savons tous, transportait des réfugiés juifs d'Europe.

178. La politique des racistes sionistes en Palestine est une politique qui doit apporter une solution finale

à la question de Palestine. Nous avons entendu parler de solution finale auparavant dans les camps de génocide de Dachau. La solution finale que les sionistes essaient de maintenir et à laquelle ils veulent arriver vise les camps de réfugiés, qu'ils soient à Nabatieh ou à Naher Al-Bared ou n'importe où en Palestine. Nous nous contenterons de rappeler que Nabatieh a très souvent fait l'objet de sauvages attaques aériennes.

179. Si mes collègues, membres de l'OLP, commettent des actions qui aboutissent à des incidents et à des accidents malheureux dont des civils sont les victimes, je déclare, du haut de cette tribune, que nous le regrettons. Mais je dois dire que mes collègues effectuaient une mission, une mission humaine. Ils exercent un droit qui a été approuvé et confirmé par cette assemblée. Cette assemblée a confirmé qu'il était légal pour les Palestiniens de recourir à la lutte armée pour libérer leur pays et combattre la domination étrangère.

180. L'attaque des avions sionistes ce matin n'est que la poursuite de la politique de génocide contre les Palestiniens. Cette politique a été pratiquée fort longtemps. Nous connaissons tous la méthode "Herzl", qui consiste à évacuer les Palestiniens de Palestine, en leur refusant le droit de travailler dans leur pays ou en leur offrant la possibilité d'abandonner le pays. Mais comme les Palestiniens refusent de partir sous la pression économique qu'ils subissent, les sionistes appliquent une autre méthode de génocide : ils les tuent.

181. Je voudrais simplement indiquer à cette assemblée que ce que font là-bas mes collègues ne fait que rappeler le soulèvement de Varsovie contre les dirigeants nazis et les forces d'occupation en Pologne. La politique de l'OLP a été clairement exposée du haut de cette tribune. Nous sommes pour la paix, mais ne pouvons la concevoir tant que nous ne serons pas rentrés dans notre patrie pour travailler avec ceux qui s'y trouveront et assurer le bien-être et la sécurité de la région pour notre génération et pour le monde.

La séance est levée à 18 h 45.

NOTES

¹ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1971, document S/10403, annexe.

² Ibid., vingt-huitième année, Supplément de juillet, août et septembre 1973, document S/10974.

³ Ibid., trentième année, 1856^e séance, par. 23.

⁴ Cette déclaration a été faite à la 988^e séance de la Commission politique spéciale, dont le compte rendu officiel a paru sous forme analytique.

⁵ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Séances plénières, 2246^e séance, par. 44.

⁶ Ibid., 2238^e séance, par. 59.

⁷ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Séances plénières, 1347^e séance, par. 33.